

EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Des mesures incitatives pour soutenir les entreprises

La protection du travailleur et la promotion de l'emploi constituent deux axes majeurs de la politique publique menée par les pouvoirs publics en Algérie. À ce titre, le dispositif de sécurité sociale ne se limite pas uniquement à la couverture des risques sociaux, mais s'inscrit également dans une démarche d'accompagnement des entreprises et de soutien à l'emploi, a indiqué Mme Hizia Benkreira, directrice des services de la sécurité sociale au sein du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. P 3



TRANSPLANTATION D'ORGANES EN ALGÉRIE **Seulement 1 600 interventions réalisées en 40 ans !**

Quarante ans après les premières expériences nationales, l'Algérie dispose aujourd'hui d'un savoir-faire médical reconnu en matière de transplantation. Pourtant, malgré la maîtrise technique et la disponibilité de compétences spécialisées, la discipline se heurte à un obstacle de taille : la rareté des donneurs. Depuis 1986, environ 1 600 opérations ont été réalisées, un bilan que les spécialistes jugent « insuffisant » face à l'explosion de la demande.

P 2

SES LIVRAISONS ONT ATTEINT 9 151 GWH EN FÉVRIER

L'Algérie, deuxième fournisseur de gaz à l'Espagne

L'Algérie a confirmé en février 2026 son rôle de partenaire énergétique majeur de l'Espagne. Selon le bulletin statistique publié par Enagás, gestionnaire du système gazier espagnol, les livraisons de gaz algérien ont atteint 9 151 GWh au cours du mois, ce qui place le pays au deuxième rang des fournisseurs du marché espagnol.

P 3

VIDÉOSURVEILLANCE AU TRAVAIL

L'Autorité de protection des données précise les règles

L'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a récemment rendu publique une délibération destinée à clarifier les règles encadrant l'utilisation des systèmes de vidéosurveillance sur les lieux de travail. Cette initiative vise à mieux protéger les droits des travailleurs tout en permettant aux entreprises de recourir à ces dispositifs dans un cadre légal strict.

P 5

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
**Le foncier industriel et des
feuilles sectorielles 2026-
2028 à l'ordre du jour** P 3

PRODUCTION PÉTROLIÈRE
DE FÉVRIER 2026
**L'offre de l'OPEP+ augmentée
de 445 000 b/jour** P 3

TOURISME
**L'Algérie participe à la 32e
édition du SITEV à Moscou**
P 16

SANTÉ

L'importance du dépistage précoce des cancers urologiques soulignée

Des professionnels de santé publique ont souligné, mercredi à Alger, l'importance du dépistage précoce pour prévenir l'apparition des cancers urologiques. Lors d'une Journée d'information et de sensibilisation sur les cancers urologiques, organisée par l'Institut national de santé publique (INSP), le Pr Abderrezak Bouamra, Directeur général de l'Institut, a indiqué que "le cancer de la prostate est le premier cancer masculin en Algérie et le cancer de la vessie arrive en quatrième position, selon les données du Réseau national des registres du cancer, ce qui révèle les défis auxquels sont confrontés les structures de santé". Soulignant "la nécessité de renforcer la prévention, d'encourager le dépistage précoce et d'améliorer la prise en charge des malades", il a précisé que "l'organisation de cette rencontre s'inscrit dans cette démarche, car étant destinée aux médecins généralistes, qui représentent la première ligne dans la sensibilisation et l'orientation des malades". Pr Bouamra a, dans ce contexte, réaffirmé "l'engagement de l'INSP à accompagner les professionnels de santé, à valoriser les compétences et à soutenir toutes les initiatives visant à améliorer la prévention des cancers urologiques". Dans leurs interventions, les médecins spécialistes ont insisté sur «l'importance du dépistage précoce pour prévenir l'apparition des cancers urologiques et en réduire les complications», préconisant "l'adoption d'un mode de vie sain sans tabac, avec une alimentation équilibrée et la pratique d'une activité physique, afin de limiter les facteurs de risque associés à ces cancers". R E.

TRANSPLANTATION D'ORGANES EN ALGÉRIE

Seulement 1 600 interventions réalisées en 40 ans !

Quarante ans après les premières expériences nationales, l'Algérie dispose aujourd'hui d'un savoir-faire médical reconnu en matière de transplantation. Pourtant, malgré la maîtrise technique et la disponibilité de compétences spécialisées, la discipline se heurte à un obstacle de taille : la rareté des donneurs. Depuis 1986, environ 1 600 opérations ont été réalisées, un bilan que les spécialistes jugent « insuffisant » face à l'explosion de la demande.

Par Selma R.

Invité de la « Chaîne I » de la Radio nationale, le professeur Rachid Belhadj, directeur des activités médicales au CHU Mustapha-Pacha et président du comité d'éthique pour la transplantation, a analysé les freins qui ralentissent encore ce secteur. Pour lui, cet acte dépasse le cadre strictement clinique. « Le don d'organes représente le sens même de la médecine, de l'humanité, de l'éthique et de la solidarité », a-t-il expliqué, précisant que ce domaine est « un véritable indicateur du niveau de développement d'un système de santé ». L'histoire de cette discipline en Algérie est jalonnée de dates symboliques. Tout commence en 1977 au CHU Mustapha-Pacha avec la première greffe de cornée, suivie, le 14 juin 1986, par la première transplantation rénale. « L'hôpital Mustapha-Pacha a une responsabilité historique dans ce do-

maine et doit continué à jouer un rôle pionnier dans la formation », a souligné le Pr Belhadj. Aujourd'hui, l'intelligence artificielle et les avancées en microbiologie transforment les pratiques, laissant présager que « la médecine de demain sera largement tournée vers la transplantation d'organes ». Cependant, le passage du temps révèle un bilan modeste. « Entre 1986 et 2026, nous avons réalisé environ 1 600 transplantations. C'est un chiffre encore faible pour une période de quarante ans », a reconnu le professeur. Si les années 1990 ont marqué un coup d'arrêt, une nouvelle dynamique émerge, portée par des centres d'excellence régionaux. À titre d'exemple, l'hôpital de Batna réalise désormais près de 60 % des greffes de rein du pays, une performance saluée comme « une véritable avancée qualitative ». Sur le plan logistique, le pays semble prêt. « Nous disposons de médecins formés, de

techniciens, de laboratoires et d'équipements modernes », a affirmé le spécialiste. Le blocage n'est donc pas technique mais structurel : le manque de donneurs. Actuellement, le modèle repose essentiellement sur la générosité intrafamiliale. « Dans la sphère familiale, le citoyen algérien est extrêmement généreux. Un père peut donner un rein à son fils, une épouse à son mari », observe-t-il. En revanche, le don post-mortem reste l'exception, alors qu'il constitue le pilier des systèmes de santé les plus performants au monde. L'urgence est pourtant là. Plus de 32 000 Algériens souffrent d'insuffisance rénale chronique, et « près de 15 000 personnes attendent potentiellement une greffe de rein ». Pour le Pr Belhadj, les réticences ne sont pas religieuses, les autorités compétentes ayant déjà autorisé le don en cas de mort cérébrale. « Le problème est davantage social et culturel », a-t-il affirmé, plaidant pour une sensibilisation accrue.

EL-OUED

Lancement de la campagne de récolte du maïs en grain

La campagne de récolte du maïs en grain de la saison 2025-2026 dans la wilaya d'El Oued a été lancée mercredi depuis la zone agricole de Charaâ, commune de Ben-Guecha (140 km à l'Est du chef lieu de wilaya). La superficie cultivée, à titre expérimental, est de plus de 100 hectares (ha), répartis entre le maïs destiné à l'industrie agroalimentaire (54 ha) et le maïs destiné à l'aliment de bétail (46 ha), a précisé le président de la Chambre de

l'agriculture d'El-Oued, Djelloul Athmani. La campagne de récolte cible dans une première étape les champs de maïs dans les communes de Ben-Guecha et Hassi-Khelifa, qui totalisent 70% de la superficie cultivée, et touchera ultérieurement les autres exploitations toutes bénéficiant du suivi technique des services spécialisés, a-t-il ajouté. L'expérience de la maïsiculture se concentre, cette saison, dans les zones agricoles de cinq (5) com-

munes (Ben-Guecha, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Guemmar et El-Magrane) et sera généralisée, avec une extension des superficies cultivées, à d'autres communes agricoles de la wilaya, a fait savoir le même responsable. D'après M. Athmani, l'expérience de la culture du maïs en grain a donné des résultats « encourageants », avec un rendement dépassant les 40 quintaux à l'hectare, tenant compte du fait qu'elle est menée sur un sol sablonneux et sans engrais, orga-

nique ou chimique. Les services de la Chambre de l'agriculture établissent, en début de chaque saison agricole et dans le cadre de la vulgarisation agricole, un programme de sensibilisation des agriculteurs à adhérer au projet de la culture du maïs en grain, s'appuyant sur des expériences réussies, à l'effet d'accroître les superficies consacrées à ce segment cultural stratégique.

APS

RESSOURCES EN EAU À BOUMERDES

Lancement prochain de 7 projets de développement

La wilaya de Boumerdes a bénéficié au titre de l'année 2026, de sept (7) projets de développement dans le secteur des ressources en eau, dont les travaux de réalisation seront lancés prochainement, a-t-on appris mercredi auprès de la direction du secteur. Les préparatifs sont actuellement en cours afin d'achever les procédures nécessaires au lancement de la réalisation de ces projets de développement "dans les plus brefs délais", a indiqué le directeur des ressources en eau par intérim, Kerchouche Mohamed, lors d'un exposé sur le secteur au cours du Conseil exécutif de wilaya.

Il a ajouté que ces projets sont de nature à renforcer les capacités de la wilaya en matière d'alimentation en eau potable (AEP), contribuer à la consécration de la sécurité hydrique et améliorer le niveau du service public, en garantissant un approvisionnement régulier et sans interruption. Ces projets portent notamment sur la réhabilitation de huit (8) réservoirs d'eau et de 13 stations de pompage au profit de 200.000 habitants, ainsi que sur la réalisation d'un système AEP dans la commune d'Ouled Moussa, comprenant la réalisation de 22 km de conduites, un réservoir d'eau et l'aménagement d'une

station de pompage au profit de 80.000 habitants. Ils concernent également le renforcement de l'AEP dans la commune d'Ouled Aïssa à partir de la station d'Ouled Amer, au profit de 6.000 habitants, ainsi qu'un projet de renforcement du système AEP de la commune de Hammadi sur une distance de 10,5 km. Il est également prévu le lancement des travaux d'un projet d'aménagement d'une conduite en acier dans la commune d'Ouled Moussa, ainsi que d'un projet de déviation d'une conduite d'eau d'un diamètre de 500 mm dans la commune de Bordj Menail.

A cela s'ajoute le lancement d'un projet de renforcement de l'AEP dans les communes de Keddara Bouzegza et El Kherrouba, à partir de la station de dessalement d'eau de mer (SDEM) de Corso, au profit de 7.000 habitants. A noter que l'alimentation en eau potable des habitants de la wilaya est essentiellement assurée par le système de transfert du barrage de Taksebt (Tizi-Ouzou), ainsi que des barrages de Keddara, Hamiz et Beni Amrane, en plus de l'eau de mer dessalée produite par les SDEM de Cap Djinet et Corso.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse 01, rue Bachir Attar Sidi M'hamed Alger email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42 Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz agence.oran@anep.com.dz agence.annaba@anep.com.dz agence.ovargla@anep.com.dz agence.constantine@anep.com.dz

EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Des mesures incitatives pour soutenir les entreprises

La protection du travailleur et la promotion de l’emploi constituent deux axes majeurs de la politique publique menée par les pouvoirs publics en Algérie. À ce titre, le dispositif de sécurité sociale ne se limite pas uniquement à la couverture des risques sociaux, mais s’inscrit également dans une démarche d’accompagnement des entreprises et de soutien à l’emploi, a indiqué Mme Hizia Benkreira, directrice des services de la sécurité sociale au sein du Ministère du Travail, de l’Emploi et de la Sécurité sociale.

Par Zahir R.

S’exprimant sur les différents mécanismes mis en place dans ce domaine, la responsable a souligné que la protection du travailleur demeure au cœur des préoccupations du secteur. « Le premier aspect concerne la protection du travailleur. L’objectif est d’assurer une couverture sociale et d’encourager l’employeur à déclarer ses travailleurs conformément à la législation et à la réglementation en vigueur », a-t-elle expliqué dans une déclaration à la télévision nationale. Dans cette optique, le système de sécurité sociale vise à garantir un accompagnement complet du travailleur tout au long de son parcours de vie. « La protection sociale commence dès la naissance et accompagne l’individu tout au long de sa vie, jusqu’à la retraite », a-t-elle précisé, rappelant que ce dispositif couvre également les accidents du travail, les maladies professionnelles et les prestations au profit des ayants droit en cas de décès. Dans ce cadre, les autorités publiques œuvrent également à renforcer la sensibilisation des travailleurs à leurs droits en matière de protection sociale. Selon Mme Benkreira, un travailleur doit être informé et conscient de ses droits afin de pouvoir les revendiquer, notamment en ce qui concerne la déclaration par l’employeur auprès des organismes de sécurité sociale. La responsable a également évoqué le développement de services numé-

riques permettant aux travailleurs d’accéder plus facilement aux informations relatives à leur situation professionnelle, notamment la vérification de leur déclaration par l’employeur.

Un accompagnement économique des entreprises

Au-delà de l’aspect social, la politique de sécurité sociale comporte également une dimension économique visant à soutenir les entreprises et à encourager la création d’emplois. Dans ce cadre, plusieurs mesures incitatives ont été mises en place afin d’alléger les charges sociales supportées par les employeurs. Ces dispositifs prévoient notamment des réductions de la part patronale dans les cotisations de sécurité sociale en cas de recrutement de demandeurs d’emploi. Les abattements peuvent atteindre 20 % pour le recrutement de demandeurs d’emploi, 28 % pour les primo-demandeurs et jusqu’à 36 % pour les recrutements réalisés dans les régions des Hauts Plateaux et du Sud. Des allègements sont également accordés pour les recrutements dans certains secteurs d’activité, notamment le tourisme, l’artisanat, la culture, l’agriculture, ainsi que les chantiers du bâtiment et des travaux publics. Par ailleurs, les entreprises qui engagent des actions de formation et de perfectionnement au profit de leurs travailleurs peuvent bénéficier d’une exonération de la cotisation globale de

sécurité sociale pour des périodes pouvant atteindre trois mois. Dans ce cas, la cotisation patronale peut être prise en charge par la Caisse nationale d’assurance chômage (CNAC). À cela s’ajoute une subvention mensuelle à l’emploi destinée à encourager le recrutement en contrat à durée indéterminée. Un autre axe important de la politique de l’emploi concerne l’accompagnement des demandeurs d’emploi. Ce travail est assuré à travers les agences de l’emploi réparties à travers les différentes wilayas du pays, qui orientent les jeunes vers le marché du travail en fonction de leurs profils et de leurs compétences. Ces structures assurent également un suivi du parcours professionnel des bénéficiaires, tout en contribuant au renforcement de leurs capacités à travers des programmes de formation et d’adaptation aux besoins du marché du travail. Enfin, la responsable a rappelé l’importance du contrôle des conditions de travail au sein des entreprises. Cette mission vise à garantir que les travailleurs exercent leurs activités dans des conditions respectant les normes d’hygiène, de sécurité et de santé. Selon Mme Benkreira, ces différents axes (protection sociale, soutien à l’emploi, accompagnement des entreprises et contrôle des conditions de travail) constituent les piliers d’un système intégré visant à renforcer la protection des travailleurs tout en soutenant la dynamique économique et la création d’emplois.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Le foncier industriel et des feuilles sectorielles 2026-2028 à l’ordre du jour

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à plusieurs points notamment l’agence nationale du foncier industriel, ainsi qu’à la poursuite de l’examen des feuilles de route de plusieurs secteurs pour la période

2026-2028, indique un communiqué des Services du Premier ministre. Ainsi, dans le cadre du suivi de l’état d’avancement de la finalisation de la mise en œuvre du nouveau système de gestion du foncier économique destiné à l’investisse-

ment et le renforcement de l’offre foncière destinée aux porteurs de projets, le Gouvernement a entendu une communication sur l’agence nationale du foncier industriel. Par ailleurs, le Gouvernement a poursuivi l’examen des feuilles de route sectorielles 2026-2028, où

il a examiné les projets de feuilles de route des secteurs des mines, de la santé, du travail, de l’emploi et de la sécurité sociale et de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme.

SES LIVRAISONS ONT ATTEINT 9 151 GWH EN FÉVRIER

L’Algérie, deuxième fournisseur de gaz à l’Espagne

L’Algérie a confirmé en février 2026 son rôle de partenaire énergétique majeur de l’Espagne. Selon le bulletin statistique publié par Enagás, gestionnaire du système gazier espagnol, les livraisons de gaz algérien ont atteint 9 151 GWh au cours du mois, ce qui place le pays au deuxième rang des fournisseurs du marché espagnol. Ces volumes représentent 29,1 % des importations totales de gaz de l’Espagne durant cette période. Le gaz algérien est principalement acheminé par gazoduc, ce qui garantit un approvisionnement direct et relativement stable pour le marché ibérique. Les États-Unis occupent la première place parmi les fournisseurs avec 10 612 GWh livrés en février, soit 33,8 % des importations espagnoles. Ces livraisons proviennent essentiellement de cargaisons de gaz naturel liquéfié (GNL). Ensemble, les États-Unis et l’Algérie ont assuré près de la moitié de l’ap-

provisionnement gazier de l’Espagne durant ce mois. Derrière ces deux principaux fournisseurs, la Russie arrive en troisième position avec 4 582 GWh, correspondant à 14,6 % des volumes importés, également sous forme de GNL. Le Nigeria et l’Angola complètent la liste des principaux partenaires énergétiques de Madrid avec respectivement 3 841 GWh et 2 045 GWh, ce qui confirme la présence croissante de producteurs africains dans la structure d’approvisionnement du pays. Des contributions plus modestes ont également été enregistrées en provenance de la France et du Portugal via gazoduc, ainsi que du Qatar sous forme de GNL. Le rapport mentionne aussi de faibles volumes provenant du Congo, du Sénégal et de la production nationale de biométhane. Au total, les entrées dans le système gazier espagnol ont atteint 31 422 GWh en février. La majorité de ces volumes, soit 68,8 %,

provient du gaz naturel liquéfié, tandis que 31,2 % correspond au gaz transporté par gazoduc. Sur les deux premiers mois de l’année 2026, l’Algérie demeure l’un des principaux fournisseurs du pays. Les exportations algériennes vers l’Espagne ont atteint 19 243 GWh entre janvier et février, représentant 29,2 % des importations totales de gaz. À plus long terme, l’Algérie reste le premier fournisseur de gaz de l’Espagne. Sur la période allant de mars 2025 à février 2026, les livraisons algériennes ont atteint 107 114 GWh, soit 34,1 % des importations espagnoles, devant les États-Unis et la Russie. Cette position confirme l’importance stratégique de l’Algérie dans l’approvisionnement énergétique du marché espagnol et, plus largement, du sud de l’Europe.

Z R.

PRODUCTION PÉTROLIÈRE DE FÉVRIER 2026

L’offre de l’OPEP+ augmentée de 445 000 b/jour

La production pétrolière de l’alliance OPEP+ a enregistré une hausse notable en février 2026, atteignant 42,722 millions de barils par jour, soit une augmentation de 445 000 barils quotidiens par rapport au mois de janvier, selon le rapport mensuel publié le 11 mars. Cette progression s’explique principalement par l’augmentation des volumes produits par plusieurs pays membres, notamment le Kazakhstan et le Venezuela. D’après les données du rapport, la production totale du groupe s’élevait à 42,276 millions de barils par jour en janvier 2026. L’augmentation observée en février reflète une dynamique de reprise progressive de l’offre au sein de l’alliance, qui regroupe les pays membres de l’Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et leurs partenaires. Au sein de l’OPEP, les douze pays membres ont contribué à cette hausse en augmentant leur production de 164 000 barils par jour au cours du mois de février, portant leur production globale à 28,630 millions de barils quotidiens. Parmi les pays ayant enregistré les plus fortes progressions figure le Kazakhstan, dont la production a bondi de 293 000 barils par jour pour atteindre 1,489 million de barils quotidiens. Le Venezuela arrive en deuxième position avec une hausse de 80 000 barils par jour, portant son niveau de production à 903 000 barils. L’Iran a également accru sa production de 34 000 barils par jour, atteignant 3,176 millions de barils quotidiens. De son côté, l’Arabie saoudite, premier producteur du groupe, a augmenté son offre de 24 000 barils par jour pour atteindre 10,110 millions de barils quotidiens. Les Émirats arabes unis ont également enregistré une hausse de 30 000 barils par jour, portant leur production à 3,419 millions de barils. Plusieurs autres pays membres ont contribué à cette progression, bien que dans des proportions plus modestes. L’Irak a augmenté sa production de 31 000 barils par jour, tandis que Bahreïn a enregistré une hausse de 16 000 barils. Le Soudan du Sud a ajouté 10 000 barils quotidiens, alors que la République du Congo et la Malaisie ont chacune augmenté leur production de 9 000 barils par jour. L’Algérie a, pour sa part, relevé sa production d’environ 6 000 barils quotidiens. Des hausses plus limitées ont également été observées au Soudan, à Oman, en Guinée équatoriale, au Koweït et au Mexique. Par S. R/Agence

MÉTaux PRÉCIEUX
L’or poursuit sa progression

Le prix de l'or a légèrement progressé mercredi, porté par la demande de valeurs refuges dans un contexte d'escalade militaire dans le Golfe et au Moyen-Orient. Dans la matinée, l'or au comptant gagnait 0,1 % à 5.198,29 dollars l'once. En revanche, les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en avril reculaient de 0,7 % à 5.206,40 dollars. Le métal jaune, traditionnellement considéré comme une valeur refuge, a progressé de plus de 20 % depuis le début de l'année, enchaînant les records historiques dans un contexte d'incertitude géopolitique et économique accrue. Des analystes estiment probable que les prix de l'or dépassent les 6.000 dollars l'once dès le troisième ou quatrième trimestre de cette année. Les marchés attendent désormais l'indice des prix à la consommation américain pour février, prévu plus tard dans la journée, ainsi que l'indice des dépenses de consommation personnelle (PCE). Les investisseurs s'attendent à ce que la Fed maintienne ses taux inchangés à l'issue de sa réunion de deux jours le 18 mars, mais anticipent toujours au moins deux baisses de taux cette année, selon l'outil FedWatch du CME Group. L'argent au comptant a reculé de 0,8 % à 87,74 dollars l'once. Le platine au comptant a baissé de 0,6 % à 2 188,27 dollars, tandis que le palladium a progressé de 0,5 % à 1.663,39 dollars.

ENERGIE
Le ministre reçoit des députés de la wilaya de Djanet

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, mardi, des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) représentant la wilaya de Djanet, afin d'écouter les préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère, cette rencontre ayant réuni M. Adjal avec les députés Brahim Fekhour et Mahdi Benabderahmane, a permis d'évoquer "plusieurs questions liées à la situation du secteur de l'énergie au niveau de la wilaya de Djanet". Après avoir écouté les préoccupations soulevées par les deux députés, M. Adjal a réaffirmé "l'engagement du ministère à ouvrir grand ses portes pour s'enquérir des préoccupations des citoyens qui constituent une priorité pour le Gouvernement", soulignant que "le programme du ministère place le dossier de l'amélioration de la qualité du service public, et du cadre de vie des citoyens parmi ses priorités", conclut le communiqué.

FACE À LA GUERRE COGNITIVE
Nécessité d’un environnement numérique résilient

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a souligné l'importance d'un environnement numérique hautement résilient pour faire face à la guerre cognitive et relever le défi de produire des contenus locaux répondant aux aspirations de la jeunesse algérienne. Dans une contribution publiée mardi sur les colonnes du quotidien Le Soir d'Algérie, sous le titre "La guerre cognitive, vecteur de déstabilisation mentale d'une société", M. Baddari a expliqué qu'à la diffusion d'une guerre traditionnelle qui vise l'accaparement du territoire, la guerre cognitive vise essentiellement "l'instrumentalisation de l'opinion publique par des actions hostiles avec l'objectif de désorganiser mentalement une société par l'usage massif de l'intelligence artificielle, des réseaux sociaux, des "deepfakes" pour "la manipulation de l'information et l'affaiblissement de la confiance en soi et des institutions". En ce sens, il a relevé "l'obligation de protéger la jeunesse, les infrastructures et l'économie contre les Etats et les individus

malveillants qui utilisent cette technologie pour manipuler l'opinion publique, diffuser de la désinformation et briser le moral des jeunes qui ne mesurent toujours pas les risques encourus dans leurs pratiques". Soulignant que "les réseaux sociaux représentent pour les entités ou individus hostiles à l'Algérie un vecteur essentiel pour façonner plus discrètement les opinions publiques", il a précisé, par ailleurs, que "l'instrumentalisation de l'histoire nationale et de l'identité collective constitue le fondement même des desseins funestes de ces entités et individus". A cet égard, il a fait observer que "la question identitaire est instrumentalisée comme outil de mobilisation émotionnelle fondé sur des repères de division réinventés pour opposer les populations des différentes régions du pays et jeter l'opprobre sur l'histoire de la glorieuse lutte de libération nationale, alors que la normalisation de discours emprunts de violence vise à favoriser la critique destructrice". Pour faire face à cette guerre cognitive, M. Baddari, également professeur émérite

des universités, a estimé que l'approche consiste à "créer un environnement numérique hautement résilient où, idéalement, la guerre cognitive n'est ni tolérée ni banalisée et où la population dans son ensemble refuse cette violence et participe activement à sa prévention". Il a jugé nécessaire de mettre en place "une veille cognitive nationale permettant l'anticipation plutôt que la réaction, le renforcement de la coopération intersectorielle et la coopération internationale avec des pays fiables à travers des mécanismes de partage d'informations, de formations conjointes et d'exercices de simulation". Et de souligner aussi que "l'enjeu pour l'Algérie, et elle en a les capacités, n'est pas seulement de se défendre, mais de former une société cognitivement souveraine", appelant à "investir" dans la résilience cognitive pour "faire face aux conflits du futur, renforcer l'unité nationale et sécuriser le développement à long terme".

R E

APRÈS AVOIR OBTENU LA CERTIFICATION INTERNATIONALE ISO
Université Kasdi-Merbah d’Ouargla se dote d’une structure spécialisée en qualité et audit

L'Université Kasdi-Merbah d'Ouargla (UKMO) s'est dotée d'une structure spécialisée en qualité et audit, après avoir obtenu la certification internationale ISO, a indiqué hier cet établissement de l'enseignement supérieur dans un communiqué. Inaugurée officiellement en février dernier, cette nouvelle structure, baptisée "Institution subsidiaire de l'Université d'Ouargla pour la qualité et l'audit", est chargée notamment de l'accompagnement des systèmes de gestion de la qualité, ainsi que de la fourniture de services d'audit et de soutien technique, en consolidant les capacités des établissements universitaires à obtenir la certification ISO 9001:2015, est-il précisé. Cette structure n'est pas un simple organe interne, elle constitue un centre d'excellence proposant des services d'audit interne et externe, d'accompagnement et de formation, non seulement à ses propres services, mais aussi aux partenaires socioéconomiques ainsi qu'à d'autres universités, a-t-on souligné. Lancée en avril 2023, la démarche qualité s'est inspirée de l'expérience réussie de l'Entreprise nationale des services aux puits (ENSP) pour adopter une politique qualité ambitieuse sous la supervision d'un comité de direction composé d'experts issus de l'université et de l'extérieur, a affirmé la cheffe de la cellule qualité à l'UKMO, Dr. Lamia Amani. Elle a suivi des étapes précises, débutant par un diagnostic de préparation, suivi de formations intensives et de campagnes de sensibilisation

approfondies dans diverses facultés et directions afin de consolider la "culture de la qualité", a-t-elle poursuivi. Cette dynamique s'est concrétisée lors de réunions de travail destinées à valoriser l'expertise de l'UKMO avec des établissements des quatre coins du pays, entre autres, l'Université de Souk-Ahras, l'Ecole supérieure de commerce, l'Ecole supérieure de gestion et d'économie numérique (ES-

GEN) et le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (CREAD). Pour couronner ce rôle pionnier, l'UKMO a élaboré un "Guide de la qualité" sous la supervision du ministère de tutelle, appelé à devenir une référence nationale pour toutes les institutions souhaitant obtenir la certification ISO, a-t-on fait savoir.

APS

Mercuriale

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 11 مارس 2026 الموافق لـ 21 رمضان 1447
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 11 Mars 2026 (21 ramadan 1447)

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ¹²		المنتجات	
DA / Kg			دج / كلف			
Produits	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	66	75	57	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	104	116	92	الطماطم	
	Oignon sec	88	97	79	البصل الجاف	
	Ail sec	989	1084	894	الثوم الجاف	
	Carotte	101	112	89	الجزر	
	Navet	110	122	99	اللفت	
	Choux fleur	132	146	118	قرنبيط	
	Choux	100	113	87	الكرنب	
	Courgette	115	128	102	الكوسة	
	Haricot vert	513	549	476	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	215	236	193	الخس		
Fruits frais	Mandarine	223	259	186	المندرين	فواكه طازجة
	Orange	188	232	144	البرتقال	
	Citron	160	184	137	الليمون	
	Pomme locale	413	497	329	التفاح المحلي	
	Datte	498	633	363	التمر	
	Banane	470	491	448	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1961	2107	1816	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	405	419	390	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	16	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	93	99	87	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Cîture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	pEr	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	NC	0,00	0,00	-14,87	6,09	10,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,73	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 502,00	2502,00	0,00	0,03	1,70	6,65	6,39	1225	3 064 950,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 249,00	2247,00	-0,09	-0,95	-0,89	10,72	5,56	2000	4 494 000,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-6,87	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	3,81	3,97	5,00	0	0,00

VIDÉOSURVEILLANCE AU TRAVAIL

L’Autorité de protection des données précise les règles

L’Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) a récemment rendu publique une délibération destinée à clarifier les règles encadrant l’utilisation des systèmes de vidéosurveillance sur les lieux de travail. Cette initiative vise à mieux protéger les droits des travailleurs tout en permettant aux entreprises de recourir à ces dispositifs dans un cadre légal strict.

Par Réda Hadi

Invité à expliquer la portée de cette décision, M. Aissaoui Boualem, membre de l’Autorité, a souligné que cette démarche répond avant tout à un besoin de clarification face aux interrogations récurrentes soulevées par l’utilisation croissante des caméras de surveillance dans les entreprises et dans les espaces ouverts au public. Selon M. Aissaoui, l’Autorité agit dans le cadre de ses missions qui consistent à garantir une protection maximale des droits des personnes en matière de traitement des données personnelles. Si la législation algérienne prévoit déjà des dispositions relatives à la protection des données, certaines situations pratiques nécessitaient des précisions supplémentaires.

« Nous avons constaté que plusieurs questions revenaient régulièrement concernant l’usage de la vidéosurveillance, notamment dans les lieux de travail. L’objectif de cette délibération est donc d’éclairer les utilisateurs et les citoyens sur les règles à respecter », explique-t-il dans une déclaration accordée à la radio nationale. La loi 18-07 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel constitue le socle juridique de ce dispositif. Elle considère notamment l’image d’une personne captée par une caméra comme une donnée personnelle, au même titre qu’un nom ou qu’une information administrative. À ce titre, son utilisation doit être strictement encadrée. L’ANPDP insiste toutefois sur un point important : son rôle ne consiste pas à autoriser l’acquisition ou l’installation de caméras. L’intervention de l’Autorité concerne exclusivement le traitement des données issues de ces dispositifs. Autrement dit, dès lors qu’une personne est filmée, l’image enregistrée entre dans le champ de la réglementation sur les données personnelles. Les organismes publics ou privés qui exploitent ces images doivent donc se conformer aux obligations prévues par la loi.

« L’Autorité n’autorise pas l’achat du matériel. Elle encadre uniquement l’utilisation des données filmées et veille à ce que leur exploitation respecte les droits des personnes », précise M. Aissaoui.

Déclaration obligatoire auprès de l’Autorité

Toute entreprise ou institution qui met en place un système de vidéosurveillance doit déposer une déclaration auprès de l’Autorité nationale de protection des données. Ce dossier permet d’examiner les modalités d’utilisation des images : finalité du dispositif, lieux concernés, durée de conservation ou encore personnes habilitées à accéder aux données.

Après étude du dossier, l’Autorité peut accorder une autorisation de traitement des données, assortie d’éventuelles conditions destinées à garantir la protection des individus. Cette procédure s’applique aussi bien aux lieux de travail qu’aux espaces ouverts au public, tels que les centres commerciaux ou certains établissements recevant du public. L’un des objectifs majeurs de ce cadre réglementaire est de protéger les travailleurs. En vertu de la loi, toute personne filmée dispose de plusieurs droits fondamentaux.

Parmi eux figurent le droit à l’information, le droit d’accès aux données, le droit de rectification et le droit d’opposition. Concrètement, un employé peut demander à consulter une image qui le concerne ou contester son utilisation si celle-ci dépasse le cadre initialement prévu. Il peut également exiger que les images ne soient pas exploitées à d’autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées, par exemple la sécurité ou le contrôle d’accès.

En cas de litige, la personne concernée peut saisir l’Autorité nationale de protection des données, qui dispose de mécanismes d’intervention et de contrôle. La question de la durée de conservation des images constitue un autre point essentiel de la réglementation. Afin de préserver au maximum la vie privée des individus, l’Autorité a fixé une limite maximale d’un an pour la conservation des enregistrements vidéo.

Au-delà de ce délai, les images doivent être supprimées, sauf cas exceptionnels prévus par la loi, notamment dans le cadre d’une enquête judiciaire.

Pour s’assurer du respect de cette règle, l’Autorité

s’appuie sur un système d’audits. Des contrôleurs peuvent effectuer des visites inopinées au sein des organismes afin de vérifier la conformité des pratiques avec les déclarations déposées. La réglementation interdit formellement l’installation de caméras dans certains espaces considérés comme relevant de la vie privée. C’est le cas notamment des toilettes, des vestiaires ou encore des cabines d’essayage dans les commerces.

Des sanctions en cas d’abus

L’utilisation abusive des images peut entraîner des sanctions administratives ou judiciaires. Si un organisme détourne les images de leur finalité initiale ou les utilise de manière illégale, la personne concernée peut engager une procédure judiciaire.

L’Autorité peut également intervenir en effectuant des contrôles et, le cas échéant, saisir les autorités compétentes. La loi prévoit également la désignation d’un responsable chargé de la gestion des données personnelles au sein des organisations. Cette fonction, souvent appelée délégué à la protection des données, sert d’interface entre l’entreprise et l’Autorité nationale. Cette personne veille au respect de la réglementation, supervise le traitement des données et s’assure que les pratiques de l’entreprise sont conformes aux obligations légales. Selon M. Aissaoui, les entreprises publiques et privées montrent un intérêt croissant pour la conformité aux règles de protection des données. L’Autorité reçoit quotidiennement de nombreux dossiers de déclaration provenant d’organismes économiques, d’administrations publiques et même d’entreprises étrangères établies en Algérie. Cette dynamique traduit une prise de conscience progressive de l’importance de la protection des données personnelles dans un contexte de transformation numérique et de multiplication des dispositifs de surveillance. À terme, l’Autorité prévoit de renforcer ses missions de contrôle afin de s’assurer que les règles adoptées sont effectivement respectées sur le terrain. L’objectif demeure clair : garantir la sécurité dans les entreprises tout en protégeant les droits fondamentaux des travailleurs.

APPLICATION EFFECTIVE DU CODE DE LA ROUTE

« L’Etat engagé à assurer tous les moyens»

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a souligné, mardi, l’engagement de l’Etat à assurer tous les moyens permettant l’application effective du code de la route, afin de faire respecter l’ordre public et protéger la vie des citoyens.

Lors de sa réunion avec les représentants des syndicats des transporteurs pour discuter du texte du code de la route adopté, lundi, par l’Assemblée populaire nationale (APN), après réexamen des articles objet de désaccord, M. Sayoud a réitéré "l’engagement de l’Etat à assurer tous les moyens permettant l’application effective de ce code", soulignant que les dispositions prévues dans le nouveau code de la route visent à "faire respecter l’ordre public et à protéger la vie des citoyens".

Après avoir écouté les préoccupations des représentants des syndicats des transporteurs, le ministre a précisé que certains dossiers soulevés nécessitent l’organisation de workshops spécialisés regroupant différents acteurs, notamment en ce qui concerne les modalités d’attribution des bus importés, en application de la décision du prési-

dent de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et que "les mécanismes de leur distribution et d’exploitation seront définis au niveau du gouvernement, de manière à garantir leur affectation en fonction des besoins et spécificités des wilayas".

Il a également donné des instructions pour recevoir les représentants des transporteurs dans les plus brefs délais afin d’examiner leurs propositions relatives aux modalités de retrait des bus ayant plus de 30 ans de service, permettant ainsi le renouvellement du parc national de transport et l’amélioration des conditions de sécurité et de la qualité des services fournis aux citoyens.

Il a indiqué, dans ce contexte, que les services du ministère ont élaboré "une feuille de route globale pour l’organisation du secteur des transports, en concertation avec les différents acteurs, comprenant une série de mesures visant à faciliter l’octroi des autorisations et à permettre aux transporteurs d’exploiter les lignes existantes et d’en ouvrir de nouvelles, outre l’actualisation des plans de circulation à travers les wilayas, afin de créer

un environnement de travail plus organisé et flexible au profit des professionnels et d’améliorer les services de transport public pour les citoyens".

M. Sayoud s’est également arrêté sur le vaste mouvement ayant touché le corps des directeurs des transports dans plusieurs wilayas, dans le cadre de "la nouvelle dynamique du secteur et du renforcement de l’efficacité de la gestion de terrain", rappelant, à ce titre, les mesures prises au niveau du secteur, notamment l’octroi d’autorisations d’exploitation des taxis et l’ouverture de nouvelles lignes au profit des propriétaires de bus, ce qui est de nature à "organiser l’activité et à permettre aux professionnels d’exercer dans des conditions plus claires et stables".

De leur côté, les représentants des syndicats ont salué l’attention particulière accordée par le président de la République, ainsi que celle des pouvoirs publics à leurs préoccupations, réaffirmant leur pleine disponibilité à contribuer à la concrétisation des différentes mesures visant à organiser le secteur et à améliorer les services de transport.

R E.

TÉLÉPHONIE MOBILE Djezzy renforce son offre de services “Student Campuce”

L’opérateur de téléphonie mobile Djezzy a annoncé, mardi soir à Alger, le renforcement de son programme "Student Campuce" avec l’intégration de 15 partenaires économiques, offrant désormais aux étudiants un large éventail de services à tarifs réduits.

La cérémonie s’est déroulée en présence du Directeur général de Djezzy, M. Boumediene Senouci, de la Directrice générale d’Algérie Poste, Mme Chiraz Bechiri, et des représentants des nouveaux partenaires du programme.

Dans son allocution d’ouverture, le Directeur général de Djezzy a souligné l’importance de cette nouvelle étape, déclarant qu’"avec "Student Campuce", nous ne proposons pas simplement une offre téléphonique, nous construisons un véritable écosystème de services pensé pour et avec les étudiants".

M. Senouci a, ensuite, dévoilé la liste des 15 nouveaux partenaires, précisant avoir sélectionné "des partenaires de confiance, présents dans des secteurs stratégiques comme le transport, la restauration, le sport, le divertissement ou encore l’équipement".

Grâce à ces partenaires, les étudiants bénéficient de réductions exclusives sur le transport, le voyage, l’hôtellerie, l’équipement (téléphones, ordinateurs, fournitures) et divers services du quotidien. Le programme offre également des formations spécialisées dans les nouvelles technologies et les télécommunications, ainsi que des opportunités professionnelles.

Le DG de Djezzy a annoncé, également, le lancement prochain de la plateforme Student Jobs permettant aux étudiants de découvrir le monde professionnel, d’accéder à des opportunités d’emploi chez les partenaires et de concilier études et expérience professionnelle.

"Notre ambition est d’offrir aux étudiants les moyens de réussir leur parcours académique tout en les préparant au monde professionnel. L’intégration de ces 15 partenaires témoigne de notre volonté de fédérer les forces vives du pays autour de la jeunesse", a-t-il ajouté.

Lancé en novembre 2025 en partenariat stratégique avec Algérie Poste, le programme "Student Campuce" a pour objectif "d’accompagner la jeunesse algérienne dans son parcours académique et digital".

R E.

JIJEL

Caravane médicale
spécialisée au profit
des résidents du
foyer pour
personnes âgées d’El
Aouana

Les résidents du foyer pour personnes âgées de la commune d'El Aouana (Jijel), au nombre de 27, ont soumis, mardi, d'examens médicaux spécialisés dans le cadre d'une caravane organisé par l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en rééducation fonctionnelle de Texenna.

Le directeur de cette structure de santé, Mohamed Arafat Benmadani, a précisé que l'organisation de cette caravane « s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme médical adopté par l'EHS pour l'année 2026, visant à accompagner et suivre médicalement les différentes catégories vulnérables de la société ainsi que les personnes ne pouvant, pour raison de santé ou d'âge avancé, se déplacer ».

Il a ajouté que cette caravane, mise sur pied sous l'égide de la direction de la santé, et en coordination avec l'Etablissement public de santé de proximité (EPSP) de Ziamamansouriah et la direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), comprend des spécialistes en rééducation fonctionnelle, des spécialistes en kinésithérapie et physiothérapie, des chirurgiens-dentistes ainsi que des médecins généralistes et des psychologues-cliniciens.

M. Benmadani a également souligné que les 27 pensionnaires du foyer pour personnes âgées d'El Aouana « bénéficieront d'un suivi médical régulier, adapté à leur état de santé », avant de préciser que d'autres caravanes médicales spécialisées seront organisées au cours de l'année 2026 pour « prendre en charge d'autres catégories vulnérables et des habitants des zones reculées pour consacrer le principe de la proximité des soins avec les citoyens ».

R.R

BEJAÏA

Lancement des travaux d’aménagement
de l’accès à la mine de zinc et de plomb
d’Amizour et Tala Hamza

Les travaux préparatoires relatifs à l'aménagement de l'accès à la mine de zinc et de plomb, située dans les communes d'Amizour et de Tala Hamza (wilaya de Bejaïa), ont été lancés mardi, en prévision de la mise en service de ce projet d'envergure. Le coup d'envoi de ces travaux a été donné par le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, en présence du Directeur général du groupe Sonarem, Reda Belhadj, et du Directeur général de l'Entreprise nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles (ENOF), Fateh Dhrifi.

Le lancement de ces travaux intervient en application des instructions des autorités supérieures du pays, après l'achèvement des procédures administratives, la levée des contraintes enregistrées et la mise en place des dispositions nécessaires à l'exploitation de cette mine.

Le wali a souligné, à ce titre, la poursuite de l'opération d'indemnisation des propriétaires des terrains concernés par ce projet "important et stratégique" de nature à contribuer à la valorisation des ressources minières nationales, à l'ouverture de perspectives prometteuses pour le développement économique et à la création d'emplois au profit des jeunes de la wilaya.

Il a également affirmé l'engagement des services de la wilaya à assurer un suivi permanent des différentes phases de réalisation du projet, afin de garantir l'avancement des travaux dans les délais impartis et dans le respect des normes tech-

niques requises.

De son côté, le directeur général du groupe Sonarem, Reda Belhadj, a indiqué que le projet de la mine de zinc et de plomb d'Amizour et de Tala Hamza, qui vise l'extraction d'au moins 170.000 tonnes de zinc/an et 30.000 tonnes de plomb/an, constitue "l'un des projets stratégiques majeurs du secteur minier en Algérie", au regard de ses dimensions économiques et de développement.

Il contribuera à la valorisation des ressources minières nationales et au renforcement de la souveraineté économique, at-il ajouté, notant que ce projet permettra également la création d'un nombre important d'emplois au profit des jeunes de la région et soutiendra la dynamique économique locale.

Il a également insisté sur le suivi rigoureux des différentes étapes de sa afin d'assurer l'avancement des travaux dans les délais impartis et conformément aux normes techniques en vigueur dans les

grands projets miniers.

Pour sa part, le directeur général de la Société nationale des produits miniers non ferreux et des substances utiles, Fateh Dhrifi, a affirmé que cette mine figure parmi les plus importantes au niveau mondial, au regard de l'ampleur de ses réserves et de son importance économique, souligné que ce projet "revêt une importance majeure pour le pays".

Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait insisté lors du Conseil des ministres de janvier dernier sur "l'impératif de lancer ce projet économique prometteur en mars 2026, au regard des opportunités d'emploi et des retombées économiques attendues pour la région, en particulier, et pour l'Algérie, de manière". dernières dispositions avant le lancement effectif de l'exploitation de la mine de zinc et de plomb située entre les communes de Tala Hamza et Oued Amizour.

APS

BORDJ BOU ARRERIDJ

Mise en exploitation de 6 centres de proximité de stockage de céréales

Six nouveaux centres de proximité de stockage de céréales ont été mis en service dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj pour renforcer les capacités locales dans ce domaine, à-on avisé mardi auprès des services de wilaya.

La capacité globale de ces centres est de 300.000 quintaux (50.000 quintaux chacun), selon

la même source qui a précisé qu'ils se répartissent sur les communes de Medjana (1), d'El Achir (1), d'El Hamadia (1), de Belimour (1) et de Khelil (2).

Ces structures portent à plus de 2,1 millions quintaux les capacités de stockage de céréales de la wilaya permettant une plus grande facilité de gestion de la production, selon la même

source.

Les mêmes services ont indiqué que le wali, Kamel Nouicer a inspecté lundi plusieurs exploitations agricoles dont les champs sont exploités pour les cultures d'expérimentation et constituant un modèle de la mise en œuvre des orientations la vulgarisation agricole.

Il a appelé, selon la même

source, à généraliser les résultats de ces expériences pour obtenir de meilleurs rendements et éviter la vétusté des semences et fertilisants, confirmant la poursuite par les services agricoles de leur accompagnement technique aux agriculteurs pendant les phases critiques de croissance des épis.

Agence

EL TARF

La culture de tomates industrielles cible une superficie de 4.600 hectares

La campagne de plantation de tomates industrielles cible, au titre de la saison agricole 2025-2026 dans la wilaya d'El Tarf, une superficie de 4.600 hectares, a-on indiqué, mardi, à la direction des services agricoles (DSA).

Le chef du service de la production et de l'appui technique, Adel Gasmallah, a précisé que la filière des tomates industrielles a

connu, dans la wilaya d'El Tarf, un "très léger développement en termes de superficie", celle-ci étant passée de 4.480 hectares, l'année dernière, à 4.600 hectares, soit une augmentation de 120 hectares.

Soulignant qu'il est prévu de produire, cette saison, "entre 3,5 et 4 millions de quintaux", le même responsable a indiqué que 25 % de la production sera destinée à la consom-

mation en l'état et 75 % à la transformation et au conditionnement.

M. Gasmallah a rappelé que 250 agriculteurs, concentrés dans les régions de Dréan, de Besbes et de Ben M'hidi, actifs dans la filière de la tomate industrielle, ont démontré que la transformation des tomates produites à El Tarf s'effectue dans 16 unités, dont 7 sont situées sur le territoire de la wi-

laya.

La wilaya d'El Tarf avait réalisé, au terme de la campagne de récolte de la saison agricole 2024-2025, une production de 3,4 millions de quintaux de tomates, a-t-on rappelé de même source.

Agence

KHENCHELA

Plus de 100 millions DA pour améliorer le service d’eau à N’sigha

Une enveloppe financière de 105 millions DA a été octroyée à la réalisation de projets d'amélioration du service d'approvisionnement en eau potable dans la commune de N'sigha (wilaya de Khenchela), a-on appris mardi auprès du président de l'assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale.

Il s'agit de la réalisation de la trois châteaux d'eau d'une capacité chacun de 100 m3 dans les localités de Hamri, d'Ain S'fa et d'Ouled Boudjemaa Belgacem Benali

autre le fonçage, l'équipement et le raccordement au réseau d'électricité de trois fourrages à Habita, Chetaba et El Gabel, a précisé M. Djamel Siad. Ce programme comprend également le raccordement du puits artésien du centre de N'sigha à la station de pompage sur une distance de 7 km, l'acheminement de l'eau aux villages Tidmit et Djeridi et l'acquisition de pompes submergées de réserve pour le puits artésiens, selon la même source.

La réalisation de ces projets inscrits au programme du fonds de solidarité et de

garantie des collectivités locales et au programme d'appui au développement socio-économique des communes sera lancée dès l'achèvement des procédures administratives et légales nécessaires, a assuré le même élu.

Les travaux sont actuellement en cours avec des taux d'avancement disparates pour la réalisation, l'équipement et l'électrification de deux puits artésiens à Ouled Boukehil et Kessam, le raccordement des deux puits artésiens d'Ouled R'ghiss et de Tachegranet au réseau de distribution de

N'sigha, la construction d'un château d'eau à Ouled El Hadj et l'alimentation en eau potable de la localité d'Ouled Djebel depuis le nouveau fourrage, a ajouté le président de l'APC.

La réalisation de ces projets courant 2026 permettra d'assurer un approvisionnement régulier en eau potable, de renforcer les capacités de stockage et de traitement et d'améliorer les performances de distribution dans les différentes mechtas de la commune, a assuré M. Siad.

R N.

Le plan de la Chine pour dominer la course à l'IA s'avère déjà payant

Un réseau de filières scolaires ultra-compétitives a formé les figures de proue de la science et de la technologie. Il y a environ trois ans, Stacey Tang, cadre dans une entreprise pharmaceutique à Pékin, a reçu un appel téléphonique étrange. Une voix venant d'un numéro de téléphone fixe inconnu lui a donné pour instruction de faire passer à son fils de 15 ans un test de qualification pour la « classe de surdoués » de l'un des lycées d'élite de la ville.

1^{ère} partie

Par Zijing Wu est le correspondant technologique du FT pour l'Asie

O n était en novembre 2022, au plus fort des confinements liés à la Covid-19 à Pékin. La plupart des écoles étaient fermées et tout contact physique était déconseillé. Cela dit, les conditions du test avaient quelque chose de bizarre : un camion de déménagement qui allait conduire le garçon aux quatre coins de la capitale pendant une heure pendant qu'il s'attaquait à des problèmes de maths de niveau universitaire. Certains parents auraient peut-être rechigné à cette idée, mais pas Tang. « Dans n'importe quel autre pays, on aurait immédiatement soupçonné un complot d'enlèvement ou une simple folie », m'a-t-elle dit en me souriant derrière la vapeur de son café latte Starbucks. « Tout au contraire, j'ai pleuré de joie et j'ai immédiatement envoyé mon fils. J'ai compris ce que cela signifiait : son ticket en or pour accéder aux meilleures ressources éducatives de Chine. »

Le fils de Tang faisait partie des quelque 100 000 adolescents chinois surdoués sélectionnés chaque année pour intégrer un réseau de filières scientifiques dans les meilleurs lycées du pays. Ces classes pour génies, également appelées classes « expérimentales » ou « de compétition », préparent les élèves doués à participer à des concours internationaux en mathématiques, physique, chimie, biologie et informatique. Tang a elle-même suivi cette voie il y a près de 30 ans, dans sa ville natale de Chengdu, dans le sud-ouest de la Chine. Cela l'a aidée à déménager à Pékin pour étudier à la prestigieuse université de Pékin et à obtenir un emploi bien rémunéré.

Depuis des décennies, les classes pour surdoués forment les figures de proue des secteurs scientifiques et technologiques chinois. On ne saurait trop insister sur leur rôle essentiel pour le développement des entreprises qui défient aujourd'hui la domination technologique américaine, en particulier dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique et de la production de pointe.

Parmi les diplômés des classes pour surdoués figurent le fondateur de ByteDance, la société mère de TikTok, et les principaux développeurs à l'origine de son puissant algorithme de recommandation de contenu. Les dirigeants des deux plus grandes plateformes de commerce électronique chinoises, Taobao et PDD, sont issus de la filière pour surdoués, tout comme le milliardaire qui a lancé la « super-application » de services parmi lesquels la livraison de produits alimentaires Meituan. Les deux frères à l'origine du fabricant de puces Cambricon, aujourd'hui l'un des principaux rivaux chinois de Nvidia, ont suivi des cours pour surdoués. Il en va de même pour les ingénieurs à l'origine des grands modèles linguistiques de

DeepSeek et Qwen d'Alibaba, sans oublier l'illustre scientifique en chef de Tencent, débauché d'OpenAI à la fin de l'année dernière. La liste est longue.

Les classes pour surdoués en Chine diffèrent considérablement des filières pour talents en Occident. Premièrement, le système éclipse ses concurrents internationaux en termes d'échelle. Deuxièmement, il est piloté par l'État. Selon l'agence de presse officielle Xinhua, la Chine compte environ cinq millions de diplômés chaque année en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques, contre environ un demi-million aux États-Unis. Des dizaines de milliers de ces diplômés sont des élèves surdoués, retirés des classes ordinaires pour suivre un programme d'études intensif entre 16 et 18 ans. Alors que les autres bûchent pour passer le redoutable examen d'entrée à l'université, le gaokao [« Examen unifié national de recrutement en établissements supérieurs ordinaires »], généralement abrégé en Gaokao (高考, gāokǎo) de niveau similaire au baccalauréat, NdT], ceux qui ont suivi la voie des surdoués ont la chance d'échapper à ce destin et d'obtenir une place dans les meilleures universités avant même d'avoir terminé le lycée, en fonction de leurs résultats dans des concours internationaux prestigieux.

Les meilleurs étudiants poursuivent leur parcours dans des programmes plus avancés destinés aux talents dans les meilleures universités chinoises, parmi lesquels les programmes d'élite en informatique des universités Tsinghua et Shanghai Jiao Tong.

Lorsque Jensen Huang, PDG taïwanais-américain de Nvidia, a qualifié les chercheurs chinois en IA de « classe mondiale » l'année dernière, il pensait probablement aux diplômés de ces classes pour génie qui construisent les puissances technologiques du pays telles que DeepSeek et Huawei, ainsi que les entreprises internationales spécialisées dans l'IA. « Si vous vous promenez dans les couloirs d'Anthropic, d'OpenAI ou de [Google] DeepMind, expliquait Huang en mai dernier, vous croisez toute une tas de chercheurs en IA et c'est de Chine qu'ils viennent... Ils sont extraordinaires, et le fait qu'ils accomplissent un travail extraordinaire ne me surprend donc pas. »

Il y a un an, lorsque la start-up chinoise en IA DeepSeek a surpris le monde entier en lançant son modèle linguistique haute performance R1, à un coût nettement inférieur à celui de ses concurrents internationaux, de nombreux observateurs occidentaux se sont demandé comment une petite équipe de chercheurs chinois pouvait être en mesure de rivaliser avec la suprématie américaine en matière d'IA. La classe pour génies explique en grande partie cette réussite.

Lorsque Wang Zihan a commencé son stage chez DeepSeek en 2024, à l'âge de 21 ans, il ne se doutait pas qu'il rejoignait une équipe qui allait bientôt ébranler la domination américaine dans le domaine

de l'IA.

À l'époque, le discours dominant dans la Silicon Valley, et à Washington DC, voulait que les contrôles américains à l'exportation réussissent à freiner les progrès de la Chine en matière d'IA, laquelle accusait un retard d'un à deux ans par rapport aux États-Unis. Les entreprises chinoises spécialisées dans l'IA étaient considérées comme de simples copieurs des modèles publiés par OpenAI et Meta.

Wang a travaillé sur le modèle V2 de DeepSeek, prédécesseur du modèle R1 qui, quelques mois plus tard, devait propulser l'entreprise à la une des journaux dans un moment digne de Spoutnik.

DeepSeek avait surpassé bon nombre de ses concurrents américains en produisant un modèle de raisonnement de classe mondiale utilisant nettement moins de puces de pointe que ses homologues internationaux. Alors que les modèles d'OpenAI restaient confidentiels, DeepSeek a rendu public l'ensemble de son processus de développement et R1 était accessible à tous en téléchargement.

Contrairement à de nombreuses start-ups bien établies du domaine de la Tech chinoise, l'équipe de DeepSeek était presque entièrement composée de talents locaux. Son fondateur discret, Liang Wenfeng, était particulièrement fier de son vivier de talents nationaux. « Nous voulons former nos propres talents de haut niveau, à défaut la Chine restera toujours un suiveur », a-t-il déclaré en 2024, lors d'une rare interview accordée aux médias chinois.

Travailler chez DeepSeek a été une expérience passionnante pour Wang. « Pas d'indicateurs clés de performance, pas de hiérarchie, personne sur votre dos et des ressources illimitées pour tester de nouvelles idées », m'a-t-il confié lors d'un appel vidéo. Il faisait partie d'une équipe de plus de 100 personnes, presque toutes issues de classes pour surdoués partout en la Chine. « Mon parcours scolaire était l'un des moins brillants de tous. J'ai eu de la chance avec le timing. » Ses collègues venaient pour la plupart des deux meilleures universités chinoises, Tsinghua et Pékin, ainsi que de l'université du Zhejiang, l'alma mater de Liang. Presque tous étaient des participants chevronnés et avaient remporté au moins une médaille dans l'une des grandes compétitions scientifiques internationales.

Wang avait intégré la classe pour élèves surdoués d'un lycée prestigieux de Wuhan, le lycée n° 1 affilié à l'université normale de Chine centrale. À Wuhan, l'une des villes les plus densément peuplées du centre de la Chine, la concurrence pour obtenir une place dans les écoles et les universités est parmi les plus acharnées du pays. « L'éducation que j'ai reçue en grandissant a été extrêmement sévère, mais la pression et la concurrence acharnée poussent à donner le meilleur de soi-même, a-t-il déclaré. On a l'impression qu'après cela, il n'y a plus aucun défi au monde que l'on ne puisse relever. »

À la différence de beaucoup de ses cama-

rades de classe, Wang, qui aimait l'histoire et avait représenté son lycée lors des simulations de débats de l'ONU à Pékin, n'était pas obsédé par les sciences. Il pense que son intérêt pour les sciences humaines lui a peut-être été utile dans ses travaux ultérieurs sur l'IA. L'un des secrets de DeepSeek, qui lui permet d'exceller dans des domaines tels que le feng shui, couramment utilisé dans la divination chinoise, a été de faire appel à des experts humains appelés Baixiaosheng (qui signifie « je-sais-tout » en chinois) pour alimenter son modèle avec des connaissances, principalement liées aux sciences humaines, qui seraient autrement difficiles à obtenir à partir de données accessibles au public. Bien que DeepSeek ne l'ait jamais reconnu ouvertement, certains ont émis l'hypothèse que cette caractéristique pourrait expliquer pourquoi son modèle est nettement plus performant que ses concurrents dans ces domaines.

Wang a quitté DeepSeek l'année dernière pour poursuivre un doctorat à l'université Northwestern aux États-Unis. Il m'a dit qu'il voulait découvrir le monde et connaître différentes cultures. Il ne sait pas encore s'il restera ou s'il rentrera chez lui après avoir terminé ses études. Il connaît plusieurs doctorants chinois dont la demande de visa américain a été rejetée. « De plus en plus d'étudiants chinois, qui représentent environ la moitié des doctorants en sciences ici, envisagent de rentrer chez eux en raison de l'incertitude. Si vous devez vivre avec le risque d'être expulsé à tout moment, c'est une pression trop forte », a-t-il déclaré.

L'importance accordée par la Chine à l'enseignement scientifique remonte à l'après-guerre. En 1958, le président Mao a lancé sa campagne du Grand Bond en avant, visant à rivaliser avec les superpuissances occidentales en matière de puissance militaire et d'industrie lourde. Ce plan a eu des conséquences désastreuses, notamment une famine massive et des millions de morts. Mais au cours des décennies qui ont suivi, le message qui voulait que la science soit la clé du progrès national a continué à résonner dans les salles de classe et les foyers.

Pour une société qui, pendant des siècles, avait privilégié les sciences humaines au détriment de la formation technique ou scientifique, ce changement a eu des implications profondes. Dans les années 1980, un slogan simple et direct était affiché sur les murs de nombreux bureaux locaux de l'éducation : « Produisez des talents le plus tôt possible ». Un programme scolaire obligatoire de neuf ans et pratiquement gratuit a été instauré afin de relever le niveau d'éducation de la population. Parallèlement, dans quelques écoles prestigieuses du pays, des classes pour surdoués ont vu le jour afin de former les jeunes esprits les plus prometteurs et voir si les talents chinois pouvaient battre leurs rivaux sur la scène internationale.

(A suivre)

MAURITANIE
116,6 millions d’euros de la BID pour financer des projets dans les secteurs de la santé et l’énergie

Le ministre mauritanien des Affaires économiques et du Développement, Abdallahi Ould Souleymane Ould Cheikh Sidiya, a signé lundi à Djeddah deux accords de financement avec la Banque islamique de développement, d’un montant total de 116,6 millions d’euros, destinés à soutenir les secteurs de la santé et de l’énergie. Le ministère des Affaires économiques et du Développement a précisé dans un communiqué que la première convention, d’un montant de 61,4 millions d’euros, concerne le financement d’un projet de construction et d’équipement d’un hôpital de référence spécialisé dans la santé maternelle, infantile et néonatale à Nouakchott. Le ministère a ajouté que le deuxième accord, d’un montant de 55,2 millions d’euros, est destiné à financer le projet de raccordement électrique entre la Mauritanie et le Mali, y compris la construction de centrales solaires reliées au réseau électrique. Le ministre a déclaré que la signature des deux accords représente une nouvelle étape dans la coopération entre la Mauritanie et la Banque islamique de développement.

R I.

PHOSPHATE EN TUNISIE

Un méga-projet ferroviaire sur la table de la Commission des finances

La Commission des finances et du budget a tenu, lundi 9 mars 2026, une séance d’audition du ministre du Transport autour d’un projet de loi portant approbation de l’accord de prêt conclu le 16 octobre 2025 entre la République tunisienne et le Fonds arabe pour le développement économique et social.

R I/Agence

Le financement doit contribuer au projet de renouvellement et de modernisation des lignes ferroviaires dédiées au transport du phosphate, un dossier jugé stratégique pour la relance du secteur et l’amélioration des performances de la Société nationale des chemins de fer tunisiens.

Une audition consacrée à un projet ferroviaire stratégique

La séance s’est déroulée en présence du président de la commission, Maher Ktari, du vice-président Dhafer Sghiri, de la rapporteure Zeina Jeballah, ainsi que des membres de la commission Amal Moed-dab, Issam Chouchane, Ali Zaghdoud, Ibrahim Ben Hsine, Massoud Graira, Nouri Jridi et Mohamed Ben Hsine. Plusieurs députés non membres de la commission ont également pris part aux échanges. En ouverture de la séance, le ministre du Transport a rappelé les avantages comparatifs du transport ferroviaire, citant notamment sa grande capacité, sa sobriété énergétique, sa contribution à la préservation de l’environnement et son rôle dans la sécurité des déplacements. Il a souligné que, malgré ces atouts, le transport ferroviaire du phosphate fait face à des difficultés structurelles aggravées ces dernières années, au point de ne fonctionner actuellement qu’à près de 50 % de sa capacité.

Une priorité affichée dans le cadre de la “d’État social”

Le ministre a indiqué que l’État, dans le cadre de son orientation stratégique vers “l’État social”, a accordé une attention particulière au secteur ferroviaire. L’objectif affiché est de rétablir progressivement le rythme d’activité, de moderniser l’outil de production, de traiter les dysfonctionnements de manière radicale et d’opérer un saut qualitatif dans les services de transport ferroviaire. Selon lui, la modernisation du réseau de transport du phosphate doit permettre de soutenir la filière, de restaurer sa compétitivité à l’échelle mondiale et d’avoir des retombées positives sur la balance commerciale, sur les équilibres financiers de la SNCFT ainsi que sur les entreprises opérant dans le secteur.

Le phosphate représente 40 % des recettes de la SNCFT

Le directeur de la Société nationale des chemins de fer tunisiens a affirmé, de son côté, que le transport du phosphate représente environ 40 % des recettes de l’entreprise. Avant 2011, les volumes transportés atteignaient au moins 8 millions de tonnes par an. Cette activité a toutefois fortement reculé ces dernières années sous l’effet de la baisse de la production et de la dégradation des infrastructures. Aujourd’hui, le volume transporté s’élève à environ 1,38 million de tonnes par an, soit 35 % d’une production de phosphate estimée à 3,9 millions de tonnes. Le phosphate est transporté depuis les mines de Re-

deyef, Métlaoui, Oum Laarayes, Mdhilla, Soheib et Kaf Eddour vers les unités du Groupe chimique tunisien et de la société TIFERT, avant exportation via le port de Sfax.

Un réseau de 605 kilomètres et un projet en deux volets

Le responsable a précisé que le réseau ferroviaire destiné au transport du phosphate dans le sud tunisien s’étend sur 605 kilomètres de voie métrique. Le “triangle du phosphate” couvre 435 kilomètres et comprend les lignes 13, 17, 5 et 21. Le réseau du bassin minier s’étend, lui, sur 170 kilomètres et comprend les lignes 13, 15, 16 et 14. Le projet de renouvellement et de renforcement du réseau est divisé en deux parties. La première, d’un coût de 138 millions de dollars, concerne le renouvellement de 190 kilomètres de voies sur les lignes 5, 14, 17 et 21, ainsi que la création d’une unité de fabrication de traverses en béton. Les études relatives au dossier d’appel d’offres sont achevées et la date du 24 mars 2026 a été fixée comme dernier délai de réception des offres. La seconde partie du projet est estimée à 546 millions de dollars. Elle porte sur le renouvellement des 415 kilomètres restants du réseau, la réhabilitation des infrastructures et des tunnels, l’extension des voies de croisement pour permettre l’utilisation de trains plus longs, l’adoption d’un système moderne de signalisation pour renforcer la sécurité, l’aménagement des gares, la création d’un nouveau centre de maintenance et l’acquisition d’équipements mécaniques pour l’entretien des voies.

CRISE DU DÉTROIT D’ORMUZ

L’Égypte se positionne comme hub alternatif pour le pétrole du Golfe

Les tensions dans le détroit d’Ormuz, provoquées par l’escalade militaire entre l’Iran, les États-Unis et Israël, entraînent un choc majeur sur les marchés pétroliers mondiaux. Dans ce contexte, l’Égypte tente de tirer parti de la situation. Le Caire cherche à se positionner comme une plateforme alternative pour l’exportation du pétrole du Golfe, alors que le détroit d’Ormuz, l’un des principaux corridors énergétiques du monde, est pratiquement à l’arrêt. Les autorités égyptiennes ont ainsi proposé à des compagnies internationales la location d’une dizaine d’installations de stockage de pétrole situées sur la mer Rouge. L’objectif est d’attirer des cargaisons en provenance notamment d’Arabie saoudite, du Koweït, d’Irak et du Qatar, dont les exportations sont fortement perturbées par la situation sécuritaire dans le Golfe.

En parallèle, l’Égypte a mis en avant l’un de ses principaux atouts logistiques la semaine dernière, qui est l’oléoduc Sumed. L’infrastructure relie le terminal d’Aïn Sokhna sur la mer Rouge au port de Sidi Kerir sur la Méditerranée. Cette infrastructure permet de transporter le pétrole arrivé par la mer Rouge vers les marchés européens et méditerranéens sans passer systématiquement par le canal de Suez. Cette stratégie intervient alors que le commerce pétrolier mondial connaît de fortes perturbations. Le détroit d’Ormuz, par lequel transite habituellement près de 20 % du pétrole consommé dans le monde, est désormais paralysé, à cause du conflit en cours. Les producteurs du Golfe tentent déjà d’adapter leurs circuits logistiques. L’Arabie saoudite, premier exportateur mondial de brut, redirige une partie de ses exportations vers la mer Rouge grâce à ses propres pipe-

lines et augmente ses expéditions depuis le port de Yanbu. Dans le même temps, le royaume a proposé plusieurs millions de barils de pétrole sur le marché spot, une démarche inhabituelle qui illustre les difficultés rencontrées pour écouler certains volumes dans le contexte actuel.

Impact sur les prix du baril

Ces perturbations ont provoqué une forte tension sur les prix du pétrole. A l’ouverture de la session asiatique, lundi 9 mars, le Brent, référence mondiale, a bondi jusqu’à environ 117 dollars le baril, enregistrant une hausse journalière d’environ 27 %, la plus forte progression depuis la fin des années 1980. Le brut américain WTI a aussi suivi une trajectoire similaire, dépassant 116 dollars le baril. Cette flambée s’explique par la crainte d’un choc d’approvisionnement ma-

jeur. Plusieurs analystes estiment que la crise actuelle pourrait constituer le plus important choc d’offre pétrolière depuis les années 1970 si les perturbations dans le Golfe se prolongent. Pour Le Caire, l’enjeu est à la fois économique et stratégique. La location d’infrastructures de stockage et l’utilisation accrue du pipeline Sumed pourraient générer des revenus supplémentaires, tout en renforçant l’ambition du pays de devenir un hub énergétique régional, déjà affirmée dans le secteur du gaz naturel en Méditerranée orientale. L’ampleur de ce rôle dépendra de l’évolution des tensions au Moyen-Orient. Si le détroit d’Ormuz reste perturbé, les routes alternatives via la mer Rouge et la Méditerranée pourraient prendre une importance croissante dans l’organisation du commerce pétrolier mondial.

Agence

INFRASTRUCTURES EN AFRIQUE DU SUD

La Banque mondiale crée un mécanisme de garantie pour débloquer 10 milliards \$

Le mécanisme de garantie contribuera, dans une première étape, à mobiliser des capitaux pour renforcer les infrastructures de transmission d'électricité, avant de soutenir des projets dans les domaines du transport, de l'eau et des infrastructures sociales.

La Banque mondiale a annoncé, le 5 mars dernier, que son conseil d'administration a approuvé la mise en place d'un nouveau mécanisme de garantie de crédit (Credit Guarantee Vehicle/CGV) destiné à aider l'Afrique du Sud à mobiliser 10 milliards \$ de capitaux privés sur une période de dix ans pour stimuler les investissements dans les infrastructures. Le mécanisme de garantie de crédit, qui fait partie du Programme de financement mixte pour des infrastructures résilientes en Afrique du Sud (South Africa Blended Finance Platform for Resilient Infrastructure Program), comprend un premier engagement de financement de 350 millions de dollars de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (IBRD), une institution du groupe de la Banque mondiale. Le CGV sera hébergé par la Banque de développement d'Afrique australe (Development Bank of Southern Africa/DBSA). Il émettra des garanties de crédit basées sur le marché, qui contribueront à réduire les risques liés aux investissements dans les infrastructures, à attirer les capitaux privés et

à réduire la dépendance à l'égard des garanties souveraines. « Sur une période de dix ans, le CGV devrait mobiliser environ 10 milliards de dollars de capitaux (environ 160 milliards de rands sud-africains), provenant notamment d'investisseurs privés, de prêteurs commerciaux et d'investisseurs institutionnels, générer environ 997 000 emplois directs et indirects et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre », a souligné la Banque mondiale dans un communiqué. L'Afrique du Sud enregistre une croissance économique inférieure à 1 % depuis une dizaine d'années, tandis que le taux de chômage reste supérieur à 30 %. Les goulets d'étranglement persistants dans les domaines de l'électricité, de la logistique du fret et de l'approvisionnement en eau continuent d'augmenter les coûts, de freiner la productivité et la création d'emplois, et de limiter les opportunités pour les entreprises et les ménages. Le pays le plus industrialisé du continent dispose d'un marché financier profond et sophistiqué, mais les capitaux institution-

nels à long terme restent sous-alloués aux infrastructures.

La transmission d'électricité, domaine d'intervention prioritaire

Dans le même temps, les besoins en infrastructures sont considérables et ne peuvent être financés par le seul secteur public. Le nouveau mécanisme de garantie devrait soutenir prioritairement la mobilisation de capitaux pour renforcer les infrastructures de transmission d'électricité, qui sont nécessaires pour renforcer la sécurité énergétique dans le pays et stimuler la construction de centrales d'énergie verte dans les régions ensoleillées et venteuses du pays. « Le CGV, qui soutiendra des investissements massifs dans les infrastructures de transport d'électricité, sera constitué en société dans les prochains mois. Ensuite, nous attendons des partenaires de développement qu'ils confirment leur participation au capital », a déclaré le ministre sud-africain des Finances, Enoch Godongwana, notant que le dispositif sera opérationnel avant la fin de l'année en cours.

NIGERIA

1,1 milliard \$ d'investissements attendus d'un programme solaire

Le Nigeria fait face à un important déficit énergétique. Selon la Banque mondiale, 38,8 % de la population n'avait pas accès à l'électricité en 2023, tandis que la production reste limitée par un réseau vétuste. Au Nigeria, le gouvernement devrait catalyser 1,1 milliard de dollars d'investissements privés grâce à un programme solaire de 750 millions \$. L'annonce a été faite le vendredi 6 mars par Abba Aliyu (photo), directeur général de l'Agence d'électrification rurale (REA), à Abuja, cité par des médias locaux.

Le programme vise à élargir l'accès à l'électricité à travers 1350 mini-réseaux solaires, dont 250 interconnectés au réseau national. « C'est la première fois dans l'histoire du pays qu'un programme structuré est mis en œuvre par le gouvernement fédéral pour relever le défi de l'accès à l'électricité », a déclaré Abba Aliyu, cité par le média local Punch. Selon lui, cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réduire le déficit énergétique du Nigeria et à améliorer l'accès à l'électricité, en particulier dans les zones rurales

et mal desservies. Un secteur électrique structurellement fragilisé Ce programme intervient dans un contexte où le pays reste confronté à un important déficit d'accès à l'électricité. D'après la Banque mondiale, 38,8 % de la population nigériane ne disposait toujours pas d'électricité en 2023, l'un des niveaux les plus élevés au monde. Le secteur électrique du pays fait face à plusieurs défis, notamment un réseau de transmission vieillissant, des pénuries de gaz, l'endettement croissant des entreprises de

production et de distribution, ainsi que des actes récurrents de vandalisme sur les infrastructures. Bien que la capacité installée du Nigeria soit estimée à 13 000 mégawatts, seule une fraction de cette puissance est effectivement disponible. En conséquence, une grande partie des ménages et des entreprises continuent de dépendre de générateurs fonctionnant au diesel, une solution à la fois coûteuse et fortement polluante.

R. I.

OUGANDA

L'acquisition de terres pour le projet Tilenga a concerné près de 5000 ménages

L'acquisition de terres liées au projet pétrolier ougandais a suscité des contestations. Plusieurs actions en justice ont été intentées ces dernières années contre le groupe français TotalEnergies, dont certaines sont toujours en cours. Le développement du projet pétrolier Tilenga en Ouganda a impliqué l'acquisition de terres auprès de 4954 ménages dans les districts de Buliisa, Hoima et Kikuube, situés dans la région du lac Albert, selon un rapport indépendant rendu public par TotalEnergies. Cette évaluation a été réalisée par le

cabinet canadien Land & People Planning Ltd. et publiée le 6 mars dernier par TotalEnergies. Elle examine la mise en œuvre du programme de compensation et de réinstallation lié au projet Tilenga. Le document indique que 2 108 acres de terres (un peu plus de 850 ha) ont été acquies entre 2022 et fin 2024 pour permettre la mise en œuvre du projet pétrolier. Parmi les ménages concernés, 205 résidents principaux ont été relogés dans des habitations construites dans le cadre du programme de réinstallation, précise le document. La grande majorité des accords de compensation

foncière a également été finalisée. Selon l'évaluation, plus de 99 % des ménages concernés ont signé et reçu leurs compensations. Le rapport mentionne également que 100 % des logements destinés aux ménages relogés ont été construits et remis aux bénéficiaires. Les autorités ougandaises et les opérateurs du projet poursuivent parallèlement la mise en œuvre de programmes destinés à soutenir les moyens de subsistance des populations affectées. Cette évolution intervient dans un contexte où le programme d'acquisition de terres lié au

projet Tilenga a suscité des critiques de la part d'organisations non gouvernementales et de certaines communautés locales. En 2019, plusieurs ONG, dont Les Amis de la Terre, ont saisi la justice française pour contester les projets Tilenga et l'oléoduc East African Crude Oil Pipeline (EACOP). La procédure s'appuyait sur la loi française de 2017 concernant le devoir de vigilance, qui impose aux grandes entreprises d'identifier et de prévenir les risques sociaux et environnementaux liés à leurs activités à l'étranger

Agence

MOZAMBIQUE

La filière riz discute de coopération avec des partenaires thaïlandais

Au Mozambique, le riz est l'une des principales denrées de base et la deuxième céréale importée en termes de volume après le blé. Dans ce pays d'Afrique de l'Est, le secteur privé s'active pour améliorer la productivité en vue de substituer progressivement les importations. La filière rizicole mozambicaine explore des pistes de coopération avec des acteurs du secteur privé thaïlandais. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette perspective a été évoquée à l'issue d'une rencontre tenue le 6 mars entre la Confédération des associations économiques du Mozambique (CTA), principale organisation patronale du pays, et une délégation thaïlandaise. D'après Amâncio Gume, vice-président de la CTA, l'objectif de ces discussions est de tirer profit de l'expertise et des technologies développées en Thaïlande pour stimuler la production locale de riz. Il convient de noter que la Thaïlande s'impose actuellement comme le 2ème exportateur mondial de riz blanchi derrière l'Inde, grâce à un stock de 8,8 millions de tonnes expédié en moyenne par an entre 2020 et 2024, d'après les données de la FAO. Le pays asiatique est également le 6ème producteur mondial de la céréale après la Chine, l'Inde, le Bangladesh, l'Indonésie et le Vietnam. « Imaginez l'impact si cette expérience était appliquée au Mozambique : produire, transformer localement et approvisionner à la fois le marché national et les marchés régionaux », a déclaré M. Gume. L'enjeu est d'autant plus stratégique que la filière mozambicaine peine depuis plusieurs années à accroître durablement sa production locale. D'après la FAO, la production annuelle de riz au Mozambique évolue en dents de scie et n'est jamais parvenue à dépasser la barre des 260 000 tonnes sur les deux dernières décennies. Dans ce contexte, le pays d'Afrique de l'Est doit recourir massivement aux importations pour satisfaire la demande croissante sur le marché intérieur. Les données compilées sur la plateforme Trade Map montrent par exemple que le Mozambique a importé en moyenne près de 534 000 tonnes de riz blanchi par an entre 2020 et 2024. Parmi les principaux fournisseurs figurent notamment la Thaïlande, l'Inde, le Vietnam, la Birmanie et la Chine.

POINT-MARCHÉS

L’embellie a été de courte durée sur les places européennes

Au lendemain d'un beau rebond, les places européennes s'affichent dans le rouge. Si les investisseurs ont apprécié la veille les déclarations de Donald Trump qui estime que le conflit est presque terminé, aujourd'hui, ils en sont nettement moins sûrs. Hier, le CAC 40 a notamment progressé de 1,79%, sa plus forte hausse depuis le 15 octobre dernier, mais qui n'a toutefois permis d'effacer qu'une partie du repli enregistré sur les trois séances précédentes.

Actuellement, après une heure et demi de cotation, le CAC 40 recule de 1,02%, à 7 975,33 points, le DAX 40 à Francfort cède 1,59%, ou encore le FTSE 100 à Londres qui perd 1,07%. Si l'optimisme des intervenants a été refroidi, c'est notamment parce que la journée de mardi a été marquée par des frappes d'une intensité sans précédent sur le territoire iranien selon plusieurs agences de presse. Depuis, l'Iran a répliqué en visant des installations militaires américaines au Moyen-Orient. La fin des hostilités n'est donc pas à l'ordre du jour, et le seul point "positif" pour les marchés est la décrue récente des cours de l'or noir. A New York, le WTI reprend toutefois 2%, à 87,29 dollars, et à Londres, le Brent de la mer du Nord grappille 0,03%, à 91,37 dollars. L'accalmie au niveau des prix du pétrole est liée à l'Agence internationale de l'énergie qui propose de libérer entre 300 et 400 millions de barils de pétrole, une quantité supérieure aux 182 millions de barils de 2022, lors de l'invasion russe de l'Ukraine, afin de calmer le marché. La fermeture du

détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20% du pétrole mondial, est à l'origine des tensions sur les cours du brut. Sa réouverture rapide permettrait de les soulager. Le principal problème avec la hausse des cours du brut c'est qu'elle est susceptible de faire progresser les prix et donc l'inflation, ce qui limiterait par exemple la marge de manoeuvre de la Réserve fédérale pour baisser ses taux, une action pourtant demandée par Donald Trump.

Des données macro-économiques d'importance

L'inflation sera sur le devant de la scène cet après-midi aux Etats-Unis (13h30) avec la publication de l'indice des prix à la consommation du mois de février. Le pétrole sera également à l'ordre du jour la publication des stocks hebdomadaires américains à 15h30. Ce matin, les investisseurs ont déjà pris connaissance de l'indice des prix à la consommation en Allemagne. Il a progressé de 0,2% en février, conformément aux prévisions, portant la hausse en

rythme annuel à 1,9%, une donnée là aussi sans surprise. Sur le marché des devises, l'euro recule légèrement face au billet vert (-0,13%) et se négocie contre 1,1598 dollar.

Dans l'actualité micro-économique

En ce qui concerne les valeurs, en France, Elis progresse de 2,71% après avoir annoncé un programme de rachat d'actions de 500 millions d'euros. Le groupe a également dévoilé des résultats annuels globalement conformes à ses prévisions et à celles des analystes. Bien orienté également, l'Espagnol Inditex s'adjudge 1,11%, le géant du textile espa-

gnol a vu son bénéfice net et son chiffre d'affaires net progresser sur l'ensemble de l'exercice 2025. A l'inverse, dans le rouge, Rheinmetall abandonne 5,52%. Le groupe allemand de défense a publié des comptes 2025 inférieurs aux attentes du marché, malgré un bénéfice net en hausse de 3%, à 835 millions d'euros, et des revenus qui ont bondi de 29%, à 9,935 milliards d'euros. En outre, le carnet de commandes a atteint un niveau record et au niveau de ses prévisions, la société table sur une croissance de son chiffre d'affaires de 40 à 45% cette année.

Agence

LESTÉE PAR L'INCERTITUDE PERSISTANTE La Bourse de Paris recule

La Bourse de Paris recule à nouveau mercredi, en raison de l'incertitude persistante liée à la guerre au Moyen-Orient et à la flambée des prix du pétrole, après le rebond de la veille. Vers 09H50 (heure de Paris), le CAC 40 perdait 0,85% à 7.987,31 points, soit un recul de 65,30 points. "L'incertitude demeure", estiment les analystes de Natixis. Depuis une dizaine de jours, les marchés vivent au rythme de la guerre au Moyen-Orient, démarrée par les frappes israélo-américaines sur l'Iran suivies de représailles de Téhéran contre plusieurs pays de la région. Mardi, l'indice vedette parisien avait rebondi (+1,79%), après plusieurs séances de reculs, après que le président américain Donald Trump avait assuré que le conflit était "quasi-ment" fini, provoquant une chute des prix du pétrole.

Le cours des hydrocarbures grimpe depuis le début du conflit, le brut ayant même frôlé les 120 dollars le baril en début de semaine avant de redescendre sous 90 dollars, en raison des perturbations que le conflit provoque dans le détroit d'Ormuz, où transite 20% de la production mondiale. "Les événements liés à la guerre en Iran continuent de se précipiter et demeurent très difficiles à prévoir", abonde Andreas Lipkow, analyste pour CMC Market. Les marchés attendent des annonces de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui pourrait proposer un recours massif aux réserves stratégiques de pétrole afin d'enrayer la flambée des prix, selon le Wall Street Journal. Une réunion du G7 des chefs d'Etat par visio-conférence mercredi "évoquera sans doute" la question des stocks stratégiques, a déjà indiqué le ministre de l'économie Roland Lescure.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA					
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 09 Mars 2026 Valeur : 11 Mars 2026					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		131.4286	131.4436
1	EUR	EURO		151.8920	151.9357
1	GBP	POUND STERLING		175.3550	175.3985
100	JPY	JAPANESE YEN		82.9569	82.9716
1	CNY	CHINESE YUAN		19.0049	19.0098
1	CHF	SWISS FRANC		168.8012	168.8855
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9810	97.0063
1	DKK	DANISH KRONE		20.3371	20.3407
1	SEK	SWEDISH KRONA		14.2458	14.2511
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.6782	13.6845
1	AED	UAE DIRHAM		35.7736	35.7923
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.0112	35.0171
1	KWD	KUWAITI DINAR		428.9445	429.1335
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.5364	44.9840
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1157	14.1173
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.5682	20.6734
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3031	3.3134
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.0257	179.0257

ALORS QUE LES INVESTISSEURS S'INTÉRESSENT AUX PRIX DU BRUT

Les marchés à terme de Wall Street sont modérés

Les contrats à terme sur les indices boursiers américains ont été modérés dans des échanges agités mercredi, les investisseurs évaluant les perspectives pour les prix du pétrole brut et attendant un rapport clé sur l'inflation, tandis que les tensions au Moyen-Orient ont continué à s'intensifier. Les prix de l'énergie ont fluctué alors que les traders ont pris en compte un rapport selon lequel l'Agence internationale de l'énergie envisageait de libérer des réserves de pétrole pour stabiliser l'offre, face à l'intensification des frappes aériennes au Moyen-Orient qui sont susceptibles de bloquer le transport maritime à travers le détroit stratégique d'Ormuz pendant un certain temps. Toutefois, les remarques du président Donald Trump en début de semaine ont rassuré les marchés sur le

fait que la guerre pourrait ne pas durer des mois. Les prix du pétrole sont tombés à moins de 90 dollars le baril, contre près de 120 dollars en début de semaine. Plus tard dans la journée, un rapport devrait montrer que les prix à la consommation ont probablement augmenté en février, les droits de douane ayant été répercutés sur les particuliers, ce qui pourrait renforcer les craintes d'une augmentation des coûts de l'essence dans les mois à venir. Les taxes ont été jugées inconstitutionnelles à la fin du mois dernier. Les craintes que la hausse des coûts de l'énergie n'attise les pressions sur les prix ont fait reculer les attentes d'une réduction de 25 points de base des taux d'intérêt par la Réserve fédérale à septembre, contre juillet, selon les données compilées par

LSEG. Les signes d'un ralentissement du marché de l'emploi sont susceptibles de compliquer davantage l'élaboration de la politique monétaire de la banque centrale. "La grande préoccupation des marchés est de savoir dans quelle mesure ce choc de l'offre conduit à une inflation plus élevée, à une croissance plus faible, à des taux d'intérêt plus élevés qu'ils ne l'auraient été autrement et à une rentabilité plus faible", a déclaré Kyle Rodda, analyste principal des marchés financiers chez Capital.com. À 4:57 a.m. ET, le Dow E-minis YMcV1 était en baisse de 131 points, soit 0,27%, et le S&P 500 E-minis EScV1 était en baisse de 9,75 points, soit 0,14%. Le Nasdaq 100 E-minis NQcV1 a perdu 38,5 points, soit 0,15 %. L'indicateur de la peur à Wall Street, l'indice de volatilité CBOE .VIX, a

augmenté de 0,72 point pour atteindre 25,65. Pendant ce temps, Oracle < ORCL.N > a prédit que le boom des centres de données d'intelligence artificielle permettra à ses revenus de dépasser les estimations jusqu'en 2027, ce qui a fait grimper ses actions de 10 % dans les échanges de pré-marché. Les valeurs des semi-conducteurs telles que Nvidia NVDA.O, Broadcom AVGO.O et Advanced Micro Devices AMD.O ont légèrement progressé. Les valeurs du secteur du voyage, qui sont sensibles aux prix de l'énergie, ont été mitigées mercredi. American Airlines AAL.O a légèrement augmenté de 0,3%, tandis que le croisiériste Carnival CCL.N a glissé de 0,6%. Les remarques de Michelle Bowman,

vice-présidente de la Fed chargée de la supervision, sont attendues plus tard dans la journée et seront examinées de près afin de déterminer toute orientation politique. Les investisseurs ont également surveillé les développements dans l'espace de crédit privé. JPMorgan Chase < JPM.N > a réduit la valeur de certains prêts détenus par des groupes de crédit privés et resserre ses prêts au secteur, selon un rapport. Entre autres, la société de défense AeroVironment AVAV.O a chuté de 9,6 % après avoir prévu un bénéfice ajusté 2026 inférieur aux estimations. Nike NKE.N a gagné 1,8% après que Barclays ait relevé le fabricant de vêtements de sport de "equal-weight" à "overweight".

Agence

FRANCE

La Banque centrale maintient pour l’instant sa prévision de croissance

Dans sa dernière enquête mensuelle de conjoncture, l'institution fait état d'une forte augmentation de l'incertitude depuis le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient alors que "les chefs d'entreprise redoutent une hausse rapide des prix du pétrole et du gaz, ainsi que des perturbations significatives dans les flux logistiques d'approvisionnement et de distribution".

Rédaction internationale/agence

L'incertitude économique a augmenté "fortement" avec la guerre au Moyen-Orient et "pourrait peser sur l'activité", a indiqué ce mardi la Banque de France, qui y voit un risque "baissier" pour sa prévision de croissance trimestrielle. Son enquête mensuelle de conjoncture, fondée sur les réponses de 8.500 entreprises du 25 février au 4 mars, "a été marquée à mi-parcours par le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient le 28 février". Environ deux tiers des réponses d'entreprises ont été recueillies après cette date. Seul impact visible de la guerre à ce stade sur cette enquête: une hausse sensible de "l'indicateur d'incertitude", construit à

partir d'une analyse des commentaires des entreprises. Il "rebondit fortement", souligne la Banque de France. "Les chefs d'entreprise redoutent une hausse rapide des prix du pétrole et du gaz, ainsi que des perturbations significatives dans les flux logistiques d'approvisionnement et de distribution", détaille-t-elle. "Les entreprises du secteur du transport se déclarent particulièrement exposées à ces risques".

La prévision de croissance "soumise à un aléa baissier"

La Banque de France prévoit toujours cependant une croissance comprise "entre 0,2 et 0,3% au premier trimestre", soit un rythme stable par rapport à la fin 2025. Mais elle précise que "cette prévision

technique" est "soumise à un aléa baissier", en raison "des incertitudes liées au conflit au Moyen-Orient et à son impact" sur l'énergie notamment, qui "pourraient peser sur l'activité en fin de trimestre". À titre de comparaison, la Banque de France estime que les chocs précédents liés à la politique budgétaire en France et à la politique commerciale américaine ont pesé sur la croissance française en 2025 et 2026 à hauteur d'environ 0,2 point chacune. L'impact pourrait cependant être différent cette fois-ci. En attendant, pour février, l'activité économique "poursuit sa progression à un rythme conforme aux anticipations", selon cette enquête, qui porte sur trois secteurs, l'industrie, les services et le bâtiment.

ESPAGNE

Les prix à la pompe grimpent avec la guerre au Moyen Orient

Les prix des carburants à la pompe ont nettement augmenté en Espagne depuis le début des frappes américaines et israéliennes sur l'Iran, avec une hausse atteignant plus de 22% pour le gazole, selon les chiffres du ministère de la Transition écologique. Selon ces données publiées quotidiennement et faisant la moyenne des prix dans les stations-service du pays, le prix du gazole ("Gasóleo A habitual") est

passé de 1,435EUR/L le 27 février, à la veille du début de la guerre, à 1,759EUR/L le 9 mars, soit une augmentation de 22,6%. L'essence sans plomb 95E10 a, quant à lui, vu son prix à la pompe grimper de 1,525EUR/L le 27 février à 1,71EUR/L le 9 mars, soit une hausse de 12,1%. Après avoir bondi ces derniers jours, les cours de l'or noir étaient toutefois en forte baisse mardi à la suite des propos de Donald Trump assurant que la

guerre avec l'Iran allait "se terminer bientôt" et annonçant qu'il allait lever certaines sanctions sur le pétrole. L'Espagne, qui ne dispose de quasiment aucune réserve de pétrole brut, en importe la plus grande partie d'Amérique du Nord et du Sud, et d'Afrique. "Ce que va faire le gouvernement espagnol, c'est protéger les citoyens, les entreprises et les travailleurs, comme nous l'avons déjà fait dans le cas

de la guerre en Ukraine", a promis lundi le ministre de l'Economie Carlos Cuerdo, dans une déclaration à des journalistes relayées sur son compte X. "Nous savons clairement quelles sont les mesures qui peuvent être mises en oeuvre et nous allons les mettre sur la table en fonction de l'évolution de la situation", a-t-il assuré.

Agence

Agence

PORTUGAL

Lisbonne effectue son plus gros achat de trains

Le 10 mars, le ministre des infrastructures et du logement, Miguel Pinto Luz, a déclaré que le gouvernement réalisait l'investissement le plus important dans l'achat de trains au Portugal, avec l'acquisition de près de 200 nouvelles unités pour un coût de 1,8 milliard d'euros. "Ceci est paradigmatique du changement transformationnel que le gouvernement actuel a instillé dans la gestion du CP et de l'ambition que nous avons pour le CP", a-t-il déclaré. Le ministre s'exprimait à Aveiro lors de la signature d'un avenant à un contrat entre le CP et le consortium Alstom-DST pour l'acquisition de 36 trains supplémentaires en plus des 117 déjà prévus dans le contrat de base signé en octobre. Dans son discours, Miguel Pinto Luz a déclaré qu'il s'agissait d'un jour histo-

rique, ajoutant qu'entre 2025 et 2031, il n'y aurait pas d'année sans livraison de nouveau matériel roulant au CP. "Nous parlons d'un total de plus de 190 nouveaux trains pour le CP, ce qui représente le renouvellement d'un peu plus de 40 % de la flotte totale du CP", a-t-il déclaré. Le ministre a souligné que la compagnie n'avait pas reçu de trains depuis plus de 20 ans et que l'âge moyen de sa flotte était de plus de 40 ans, arguant que le pays ne pouvait pas continuer à survivre avec un CP ayant peu de trains et des trains en mauvais état.

Besoin de trains

"Le Portugal a besoin de plus de trains. Le Portugal a besoin de trains plus rapidement. Le Portugal a un besoin urgent de renouveler sa flotte pour servir

tous les Portugais", a-t-il déclaré. Outre l'acquisition de matériel roulant, M. Pinto Luz a déclaré que le gouvernement "renforce la CP en capital humain, avec un accord qui a garanti la paix sociale, et avec la capacité de concevoir des politiques tarifaires", soulignant que la compagnie a transporté plus de 200 millions de passagers en 2025.

L'expansion de CP

"Nous voulons que la CP soit grande, nous voulons que la CP soit titulaire, et nous voulons que la CP tienne ses comptes en ordre, parce qu'elle aura des comptes à régler avec le peuple portugais", a déclaré le ministre. Les 36 autorails supplémentaires pour le service urbain prévus dans l'avenant au contrat signé aujourd'hui représen-

tent un investissement de 318 millions d'euros. Au total, la CP va acquérir 153 trains (55 pour le service régional et 98 pour le service urbain) pour une valeur de 1,064 milliard d'euros, ce qui permettra de moderniser et de renforcer l'offre de la CP dans tout le pays. Outre le renouvellement de la flotte, cette procédure prévoit également la dernière livraison de trains dans 17 mois, d'ici 2031. Les nouveaux trains, qui commenceront à arriver au Portugal en 2029, seront également produits dans le pays, puisque le contrat prévoit l'installation d'un atelier à Matosinhos, créant ainsi 300 emplois directs. Le gouvernement a également autorisé la CP à acheter 12 trains à grande vitesse, avec une option pour huit autres, pour un investissement de 584 millions d'euros.

R I.

ROYAUME-UNI
Net recul de l'inflation à 3% en janvier

L'inflation a fortement reculé en janvier au Royaume-Uni, à 3% sur un an, a annoncé l'Office national des statistiques (ONS), une baisse qui était anticipée mais apparaît comme une bonne nouvelle pour le gouvernement travailliste.

Les prix avaient progressé de manière inattendue de 3,4% en décembre, bien loin de l'objectif de 2% affiché par la Banque d'Angleterre.

Le ralentissement de janvier s'explique par la baisse des cours du pétrole, mais aussi celle des tarifs aériens et des prix alimentaires, souligne Grant Fitzner, économiste en chef de l'ONS. "Grâce aux choix que nous avons faits lors du budget, nous faisons reculer l'inflation", s'est félicitée dans un communiqué la ministre des Finances Rachel Reeves, martelant que son "plan économique est le bon".

Combinée à une croissance faible (0,1% sur les trois derniers mois de 2025) et un taux de chômage à 5,2% (un record depuis cinq ans), la dynamique de l'inflation en janvier renforce la possibilité d'une baisse prochaine des taux de la Banque d'Angleterre (BoE), peut-être lors de sa prochaine réunion en mars.

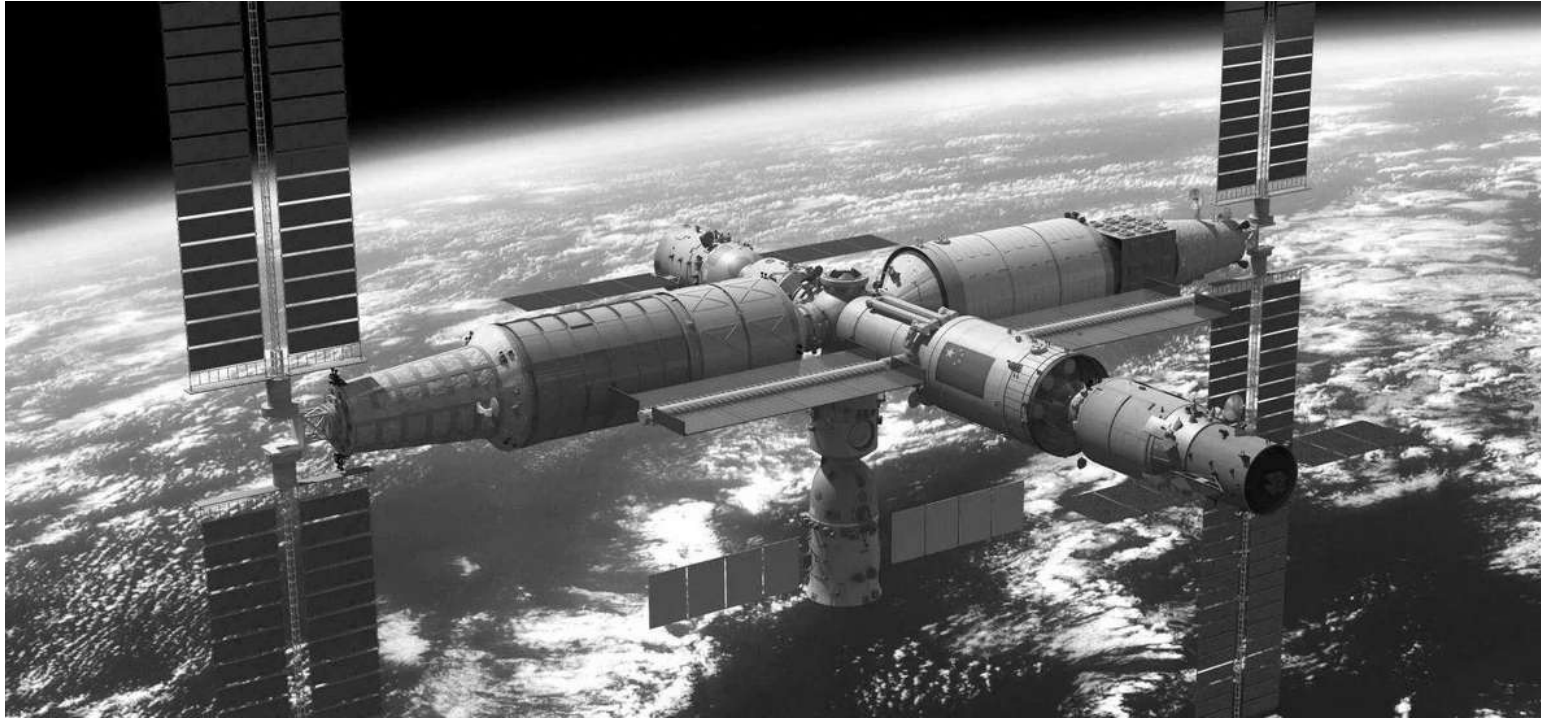
La BoE "se sentira probablement de plus en plus à l'aise pour abaisser les taux au fil de 2026", estime Jonathan Raymond, analyste chez Quilter Cheviot, pour qui cette baisse marquée de l'inflation "constitue un soulagement bienvenu".

La banque centrale britannique avait laissé son taux directeur inchangé à 3,75% lors de sa réunion de février mais avait anticipé un ralentissement de l'inflation aux alentours de 2% au cours du deuxième trimestre, évoquant l'effet des mesures budgétaires britanniques.

"Si tout se déroule bien, il devrait y avoir de la marge pour davantage de réduction du taux directeur cette année", avait précisé son gouverneur Andrew Bailey.

Surprise ! L'ISS pourrait prendre sa retraite plus tard que prévu

La Station spatiale internationale (ISS) pourrait finalement bénéficier de deux années supplémentaires. Le Sénat américain vient d'approuver un projet de loi qui repousserait sa désorbitation de 2030 à 2032.



Selon le projet actuel, l'ISS sera désorbitée par une manœuvre contrôlée et progressive, avec l'objectif d'orienter sa trajectoire finale vers le point Nemo, une zone inhabitée de l'océan Pacifique Sud. Lors de sa rentrée atmosphérique à haute vitesse, la structure subira des contraintes thermiques et mécaniques extrêmes, provoquant la fragmentation et la combustion de la majorité des modules ; seuls les composants les plus denses survivront pour s'abîmer en mer. De quoi garantir qu'aucun débris ne menace les zones peuplées. Et désormais, les décideurs visent le 30 septembre 2032 pour mettre ce vaste plan en œuvre.

Ne pas s'effacer face à la Chine

Ils ont une ambition claire en tête : ne pas céder le leadership à la Chine. Car l'Empire du Milieu opère sa station spatiale Tiangong, qui accueille constamment trois taïkonautes au minimum ; si l'ISS prend effectivement sa retraite en 2030, alors celle-ci représentera la

seule et unique présence humaine en orbite basse. Du moins, le temps que les stations spatiales commerciales ne prennent le relais. Car, on le rappelle, la NASA a totalement revu sa stratégie pour se concentrer sur les voyages plus lointains. Ce sont des opérateurs privés qui géreront les prochaines stations, dans lesquelles touristes, scientifiques et agences spatiales pourront séjourner pour des durées variées.

Qui prendre le relais ?

L'agence spatiale a même lancé un programme pour encourager le développement de ces dispositifs, et octroyé plus de 500 millions de dollars à Blue Origin et Voyager Technologies notamment. Ces deux entreprises sont respectivement à la tête des projets Orbital Reef et Starlab. D'autres stations sont en cours de développement. La start-up californienne Vast d'ailleurs de lever 500 millions de dollars pour sa station Haven-2, tandis qu'Axiom Space exploi-

tera des modules lancés vers l'ISS et actuellement arrimés à celle-ci.

Pas encore officiel

« Lorsqu'une ou plusieurs stations spatiales commerciales seront en mesure de fournir des services à la National Aeronautics and Space Administration, l'administrateur entamera le processus de transition ordonnée et contrôlée des opérations de la Station spatiale internationale vers des prestataires commerciaux, de manière à maintenir une présence humaine continue », stipule le projet de loi. À noter que la décision n'est pas encore officielle : le texte doit encore être voté par le Sénat dans son ensemble, puis par la Chambre des représentants, avant d'être signé par le président Trump. Cette initiative témoigne malgré tout de la crainte grandissante des autorités américaines vis-à-vis de la Chine. Jared Isaacman, administrateur de la NASA, a justement accéléré le programme Artemis pour maintenir l'avance des États-Unis dans la conquête lunaire.

OpenAI rachète Promptfoo

Face aux inquiétudes croissantes sur la sécurité de l'IA, OpenAI a annoncé l'acquisition de la start-up Promptfoo pour un montant non communiqué. Fondée en 2024, elle édite une plateforme de tests et d'évaluations de la sécurité des applications IA. Elle gère les risques liés au déploiement des modèles en production, tels que l'injection de requêtes, l'empoisonnement et les fuites de données, les attaques par jailbreak et l'exécution d'outils non sécurisés. OpenAI prévoit d'intégrer la technologie de Promptfoo directement à Frontier, sa plateforme de conception, de déploiement et de gestion des agents IA présentée en février dernier.

Google pousse davantage Gemini dans Workspace

La société a injecté plusieurs fonctions IA dans Docs, Sheets, Slides et Drive. Ainsi dans l'éditeur de texte, l'utilisateur pourra s'appuyer sur l'outil « aide à la création » pour que Gemini - à partir d'une simple description - rédige un premier brouillon. L'assistant collectera les informations nécessaires depuis Drive, Gmail et Chat. Une autre fonction « Harmoniser le style d'écriture » suggérera des modifications pour garantir la cohérence du ton et du style si plusieurs personnes travaillent sur un même projet. Pour Sheets, Gemini est capable depuis une simple commande d'extraire les données pertinentes des comptes Gmail, Chat et Drive pour créer rapidement une feuille de calcul. Dans Drive, Google propose des aperçus (comme dans les résultats de

iPhone : le transfert de la production hors de Chine avance vite

Apple prend en compte les grands changements géopolitiques. Et commence à s'éloigner de la Chine pour un autre géant de la région. C'est une nouvelle ère qui a été inaugurée par le nouveau mandat de Donald Trump, avec une confrontation commerciale beaucoup plus marquée avec la Chine. Une des entreprises les plus touchées par cet éloignement - représenté par les droits de douane imposés par Donald Trump - c'est Apple, qui produit ses iPhone en Chine. Et malgré le recul subi récemment par le président américain sur la question des droits de douane, Apple a semble-t-il bien reçu le message, et cherche à produire ailleurs en Asie.

Apple produit de plus en plus d'iPhone en Inde

Apple est présent depuis 2001 en Chine pour y produire ses meilleurs produits, dont les iPhone -



depuis leur lancement. Mais cet « atelier du monde » n'est aujourd'hui plus un el dorado pour l'entreprise américaine. Ce qui a depuis un certain temps été compris par les équipes de Tim Cook.

La direction d'Apple a ainsi identifié une alternative avec l'Inde, où elle souhaite dès cet année produire tous les iPhone qui seront vendus aux États-Unis. Une bascule qui commence à se confirmer, comme le montrent des chiffres

transmis par Bloomberg. Apple a en effet augmenté de 53% sa production d'iPhone dans ce pays en 2025, avec 55 millions d'appareils assemblés en Inde l'an dernier, contre 36 millions l'année précédente.

La production d'iPhone coûte toujours plus cher en Inde qu'en Chine

Résultat, Apple produisant annuellement environ 220 à 230 millions d'iPhone, l'Inde a représenté près du quart de la production d'Apple pour ses smartphones en 2025. Ces chiffres montrent que la diversification d'Apple, dans l'idée de réduire sa dépendance à la Chine, avance bien. Reste que, pour le moment, comme l'explique Bloomberg, produire en Inde coûte un peu plus cher à la firme de Cupertino que de le faire en Chine (ou même au Vietnam). Mais les choses pourraient changer à l'avenir, avec le gouvernement Modi qui souhaite faire de son pays le prochain atelier du monde. Les entreprises du secteur sont ainsi actuellement en discussion autour de la mise en place de nouvelles subventions étatiques, qui leur permettraient de se développer un peu plus sur place.

L'Audi RS 3 « competition limited » signe peut-être la fin d'un des plus beaux moteurs thermiques du monde

Les fans retiennent leur souffle : la nouvelle RS 3 competition limited est-elle la toute dernière Audi à embarquer le fabuleux moteur turbo à cinq cylindres ? C'est hélas fort possible, à cause de l'arrivée des nouvelles normes européennes antipollution.

L'heure est grave pour ceux qui aiment les moteurs aux plus belles sonorités du marché. Chez Porsche, la version atmosphérique du célèbre flat-six vivrait actuellement ses derniers mois de commercialisation sous le capot de la 911 GT3. Et chez Audi, c'est un autre monument des mécaniques thermiques qui risque de tirer très prochainement sa révérence à cause de l'évolution des normes européennes : le cinq cylindres en ligne turbo. Architecture très importante dans l'histoire du constructeur aux anneaux, le cinq cylindres en ligne existe depuis un demi-siècle et était présent sur son fameux coupé Quattro (y compris la très exclusive variante Quattro Sport) mais aussi la RS 2, cette toute première familiale ultra-sportive de la marque. On l'a ensuite retrouvé sur la RS 3 et le TT-RS, puis le SUV RS Q3 ainsi que le Cupra Formentor VZ. Chez Audi il n'est plus présent que sous le capot de la RS 3 actuellement, forte de 400 chevaux et disponible à partir de 76 650€ en version Sportback.

La RS 3 competition limited, c'est la fin ?

Après la série limitée Performance Edition de 2022 limitée à 300 exemplaires dans le monde et basée sur l'édition d'avant restylage avec un moteur poussé à 407 chevaux, Audi dévoile cette fois la RS 3 « competition limited » (en lettres minuscules, il ne s'agit pas d'une faute de frappe) basée sur la phase 2 de la RS 3 actuelle. Elle arbore un aérodynamisme plus agressif que jamais avec de petits flaps sur les côtés du bouclier avant et une face avant entièrement revue. Cette face avant retravaillée, avec le becquet arrière plus gros, permet de « réduire la portance » d'après Audi qui ne précise pas si l'auto génère de l'appui (probablement pas).

Sous le capot, en revanche, il n'y a pas de changements : la RS 3 competition limited développe 400 chevaux et 500 Nm, exactement comme la RS 3 normale. Audi annonce un 0 à 100 km/h en



3,8 secondes et une vitesse de pointe de 290 km/h, sans amélioration par rapport au modèle que vous pouvez encore acheter en version non limitée.

Une suspension de course, ou presque

Outre le style extérieur plus agressif, la RS 3 competition limited embarque de vrais combinés filetés exactement comme la grosse RS 6 GT que nous avons essayée à la fin de l'année 2024 sur Caradisiac. Ses amortisseurs à double valve offriront une endurance à la pointe en utilisation sportive et ils sont réglables sur trois voies en compression à haute vitesse (sur 15 crans), en compression à basse vitesse (sur 12 crans) et en détente (sur 16 crans). Oui, cette suspension paramétrable manuellement se rapproche franchement de celle d'une vraie voiture de course ! Elle possède aussi des freins en carbone-céramique de série et une barre stabilisatrice arrière différente de celle de la RS 3 normale.

Près de 200 000€ en France, malus compris

La RS 3 competition limited démarrera en France au prix de base de 112 820€, uniquement avec la carrosserie Sportback. Sachant qu'elle aura droit comme les autres versions au malus écologique de 80 000€, son addition finale s'approchera dangereusement de la barre des 200 000€ chez nous ce qui paraît totalement aberrant pour une sportive compacte. Elle sera d'ailleurs limitée en France à 13 exemplaires, sur les 750 autos prévues au total dans le monde. Est-ce que c'est la dernière Audi à cinq cylindres ? On aimerait bien le savoir. Il se dit que le moteur n'est actuellement pas compatible avec la future norme Euro7 censée rentrer en application à la fin de l'année 2027. Allez, rêvons qu'Audi l'adapte spécifiquement pour rallonger la durée de vie du plus beau moteur actuel chez les sportives compactes après cinquante ans d'existence !

Porsche Cayenne S : une version intermédiaire... de 666 ch

La gamme du Porsche Cayenne électrique s'enrichit d'une troisième variante : la S développe 666 ch, peut parcourir 653 kilomètres et se recharger rapidement à 400 kW. Plus il y a de versions, mieux c'est. Telle est la devise de Porsche. Le Cayenne et le Cayenne Turbo sont donc rejoints par le Cayenne S, qui intègre deux moteurs électriques d'une puissance totale de 544 ch. En mode overboost, vous disposez même de 666 ch, une puissance qui permet d'abattre le 0 à 100 km/h en 3,8 secondes. La vitesse maximale du SUV électrique est limitée à 250 km/h. Le Porsche Cayenne S, reconnaissable à son pare-chocs en gris vol-

can métallisé, utilise un bloc-batterie d'une capacité de 113 kW, ce qui se traduit par une autonomie de 653 km selon la norme WLTP. La charge rapide peut atteindre 400 kW, de sorte que dans des conditions idéales, 15 minutes suffisent pour ramener le niveau de la batterie de 10 à 80 %. La Porsche Cayenne S électrique est vendue à partir de 130.000 €. Mais ce prix augmente considérablement si l'on se laisse tenter par la liste interminables d'options dont le système Porsche Torque Vectoring Plus, la suspension Porsche Active Ride, le kit de freinage Porsche Ceramic Composite ou le pack Sport Chrono avec fonction push-to-pass.



Mots fléchés

Un carnage de la guerre 14-18 (4 mots)													
Chenapans		Lac américain		Exhale		Publier	Prénom féminin	Préfixe égalitaire Mouche africaine		Restes		Enflammé	
										Croûte terrestre		Oiseau migrateur	
										Vieux non			
Poète français (Alphonse de)		Douleur		Inventeur américain Désert de pierres							Pronom personnel		
											Sinuosités		
									Grand oiseau				
Retardé					Godillot							Prénom féminin	
Futée					Naturelles								
							Nenni		Nez argotique				
Céréale		Canard nordique		Décoré Humoriste français (Pierre)					Fille de Cadmos				Lever le cul
									Numéro un				
			Petit médecin			La crème		Abri précaire		Pays de Champagne			
			Filon										
Entre les articulations										Fleuve italien		Train de banlieue	
Thérapeutique													
							Homme politique portugais (Antonio Ramalho)		Géniteur				
Aussitôt				Attache					Risquer				
Génitrice									Occupation illégale				
				Pays									
										Vase	Grande école de futurs fonctionnaires		Érodé
Hommes très misérables		Titre turc		Philosophe romain								Article ibérique	
				Petit saint									
					Enlevé	Empêchement		Boîtes électorales					
Pénètres								Rectale					
Décret								Contrarié					
				Par			Saison				Délice	Prénom féminin	Fissurée
				Département français									
Habitudes			Vélo				Nouveau testament			Chaines de montagnes au Maroc			
Auteurs de rumeurs			Poésie										
		Petit poisson							Administré				
		Vallon											
Vedette	Apercevra						Note de musique			Immobilisation			
	Equerre						Petit rendez-vous			Chlore			
				Préfecture de l'Essonne					Femelle animale				
Chanteuse française					Vive								

PÉTROLE

Le baril de Brent en hausse à plus de 92 \$

Les cours du pétrole ont repris leur hausse mercredi, à nouveau portés par l'escalade militaire dans le Golfe et le Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord remontait de 5,05% vers 10h40, à 92,23 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, gagnait 5,91%, à 88,38 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 12 mars 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

ACCIDENTS DE LA ROUTE

2 morts et 187 blessés en 24 heures

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 187 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures, à travers le territoire national, indique mercredi un bilan de la Protection civile. Les accidents mortels ont été enregistrés dans les wilayas de Médéa et de Tizi Ouzou, précise la même source. S'agissant des accidents liés aux intoxications au monoxyde de carbone émanant des dispositifs de chauffage et chauffe-eau, les secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 8 personnes dans les wilayas de Blida (4), Constantine (3) et Relizane (1). Concernant les intempéries ayant touché les wilayas d'Alger, Sidi Bel Abbès, Relizane et Médéa, ces dernières 24 heures, plusieurs opérations d'épuisement des eaux pluviales ont été effectuées par les unités de la Protection civile, note la même source, relevant l'effondrement du plafond d'une habitation à Sidi Bel Abbès.

APS

TOURISME

L'Algérie participe à la 32^e édition du SITEV à Moscou

L'Algérie participe à la 32^e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV) à Moscou en Russie, dont les activités ont débuté mercredi, a indiqué l'Office national du tourisme (ONT) dans un communiqué. La participation de l'Algérie à ce salon (du 11 au 13 mars), considéré comme l'un des événements touristiques spécialisés les plus importants au niveau mondial, s'inscrit dans le cadre du «plan d'action de l'ONT au niveau international visant à promouvoir la destination Algérie sur les marchés extérieurs». Cet événement constitue également «une plateforme de renforcement des opportunités de partenariat entre les acteurs du secteur ainsi que d'exploration des opportunités d'investissement et d'échange d'expertises», ajoute la même source. Cette participation revêt une importance particulière, compte tenu de «la place qu'occupe le marché russe, en tant que l'un des plus grands marchés émetteurs

de touristes au monde, doté d'une forte capacité de dépense, en sus de l'intérêt croissant des touristes russes pour les destinations nouvelles et authentiques en dehors des circuits touristiques traditionnels, ce qui offre à l'Algérie une véritable opportunité de se positionner comme une destination touristique distinctive». A cet effet, la participation de l'Algérie «constituera une opportunité stratégique pour faire connaître les ressources touristiques et culturelles dont regorge le pays, notamment dans le cadre des relations bilatérales privilégiées» l'unissant à la Russie, ainsi que des perspectives prometteuses qu'elles offrent pour développer la coopération dans le domaine touristique. Cette participation permettra également de mettre en lumière les diverses potentialités de l'Algérie, alliant atouts naturels, culturels et civilisationnels, particulièrement le caractère saharien unique des régions du Sud algérien, un produit touristique authentique à même de susciter l'in-

térêt des touristes russes. L'Algérie prendra part à travers un stand regroupant plusieurs opérateurs touristiques nationaux, équipé de différents moyens nécessaires afin d'assurer la promotion du produit et de la destination touristique nationale. Un volet du patrimoine culturel lié à l'artisanat sera également mis en avant à travers l'exposition de modèles de céramique artistique, permettant aux visiteurs de découvrir de près et d'apprécier les étapes de réalisation de ce produit, lit-on dans le communiqué. Il convient de rappeler que la précédente édition du salon a enregistré la participation de plus de 1008 exposants représentant plus de 72 pays, outre l'accueil de plus de 16427 visiteurs, professionnels et intéressés par le secteur du tourisme, reflétant ainsi la place internationale de premier plan qu'occupe cet événement.

R E.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

La guerre au Moyen-Orient est bien réelle et elle fait rage depuis 13 jours. Tout le monde spéculé sur sa durée et personne ne peut anticiper sur son vainqueur. Dans tous les cas il n'y aura pas de vainqueur ; que des perdants mais à des degrés variables. Et s'il y a un vainqueur, ça sera aussi un cauchemar pour tout le monde. Alors une guerre pour rien ! Les perdants et les gagnants ne seront pas seulement parmi les protagonistes directs ; ils seront aussi dans la périphérie de la guerre et pour certains par défaut ou par effets collatéraux. Une guerre asymétrique au plein sens du terme. Cette guerre n'est pas le résultat d'un conflit de frontières entre voisins, les belligérants sont très loin les uns des autres (entre Israël et l'Iran, plus de 2000 kms ; entre l'Iran et les USA, plus de 10.000 Kms), ni un différend sur des intérêts économiques et encore moins un désaccord historique. Pourtant le conflit est existentiel pour les deux principaux protagonistes, Iran et Israël. Il y a et il y aura des perdants et ils seront nombreux. Alors commençons par deux anecdotes : la première me renvoie à l'année 2002 où, à l'occasion d'un séminaire de formation organisé par l'Institut des Affaires Publiques de l'université Columbia (New York) juste quelques mois après l'attaque des Tours Jumelles dans cette même ville, nous avions reçu un membre du Conseil National amé-

ricain de sécurité, pour un exposé sur les relations USA-Moyen-Orient. Sa conclusion a eu, pour nous venant de cette zone, l'effet d'une douche froide. Et le conférencier, d'un ton professoral avec une grande lucidité et sans coup férir, déclarait : « Dans cette région, l'Amérique a deux invariants ou deux constantes, ou même une doctrine sur deux sujets, quel que soit la majorité au pouvoir : la protection d'Israël et le contrôle du pétrole. Il n'y a que les formes et les moyens qui peuvent être différents pour les partis au pouvoir, l'objectif est le même. » Nous reviendrons plus loin sur l'interprétation de cette assertion dans le contexte de la crise actuelle au Moyen-Orient. La deuxième anecdote est une déclaration du Président français, J. Chirac (1995-2002) : « Je pensais autrefois qu'Israël était le 51^{ème} Etats des Etats-Unis, mais après ces deux visites, j'ai découvert que les Etats-Unis ne sont rien de plus qu'une province gouvernée par Israël. » Les invariants ou les constantes (ou même les objectifs) des USA dans la région donnés par la première anecdote sont en parfaite cohérence avec la deuxième anecdote ; sauf un petit inversement des rôles, c'est Israël qui commande. L'objectif est le même : la protection d'Israël. Le commandement des états-majors interarmées des Etats Unis a officiellement limogé le colonel Nathan McCormack de son poste au

sein du Comité des chefs d'état-major interarmées pour avoir qualifié Israël de « culte de la mort » et déclaré que l'Amérique « agissait comme un mandataire pour Israël ». Par contre l'Amérique ne peut plus protéger les pays arabe du Golfe et pourtant ils ont payé chèrement cette protection. Finalement, avoir des bases militaires américaines sur son territoire ne sert pas à grand-chose, au contraire le pays d'accueil devient une cible. Pourquoi ce « deux poids deux mesures » de la part des USA, celui qui paie n'est pas protégé alors que celui qui ne verse rien est fortement protégé ? Les américaines commencent à voir plus clair la relation USA-Israël et ses conséquences sur leur porte-monnaie, à commencer par le prix du gallon d'essence. Dans cette guerre, la protection d'Israël apparaît clairement comme l'objectif principal ; en effet, détruire l'Iran et son programme nucléaire n'a qu'une seule visée, sécuriser Israël. Le second objectif de l'Amérique, le contrôle du pétrole et la régulation de son prix devient secondaire, puisque les conséquences immédiates de cette guerre ont été la hausse incontrôlée des prix du pétrole. Pourtant Trump a fait d'un prix bas du pétrole sa priorité ; on se rappelle sa célèbre injonction aux producteurs pétroliers américains : « Pomper, pomper, pomper ». Trump a avalé son objectif des prix bas du pétrole ; aujourd'hui le baril affiche

102 \$. L'Iran a compris cette logique et il a attaqué les pays pétroliers et gaziers du Golfe. Il a visé deux objectifs : cibler les bases militaires américaines pour les pousser à partir et détruire les installations énergétiques pour créer la crise sur les marchés mondiaux et ainsi affecter l'économie mondiale dans sa globalité, internationaliser le conflit en somme. La fermeture du détroit d'Ormuz procède de la même logique. L'américain paie son énergie plus chère pour la sécurité et le bien-être d'Israël. Nos deux anecdotes se vérifient aisément dans le contexte de cette guerre contre l'Iran. Les puissances économiques, comme la Chine et l'Europe vont-elles réagir lorsque le prix du pétrole dépassera les 120 ou les 150\$? Rien n'est moins sûr surtout pour l'Europe. La Chine, encore pas prête et surtout enfermée dans sa doctrine de ne jamais envoyer son armée hors de ses frontières, réagira certainement par des actions économiques comme l'interdiction d'exportation des matières rares vers les Etats-Unis. Cette guerre, la plus grande depuis la seconde guerre mondiale, redéfinira le nouveau monde, accélérera les nouvelles alliances et annoncera de nouvelles ruptures. Mais la grande Amérique est réduite à un sous-traitant d'Israël. Grandeur et décadence d'une grande Nation.